

Rapport Annuel
2009

IMAFLEX

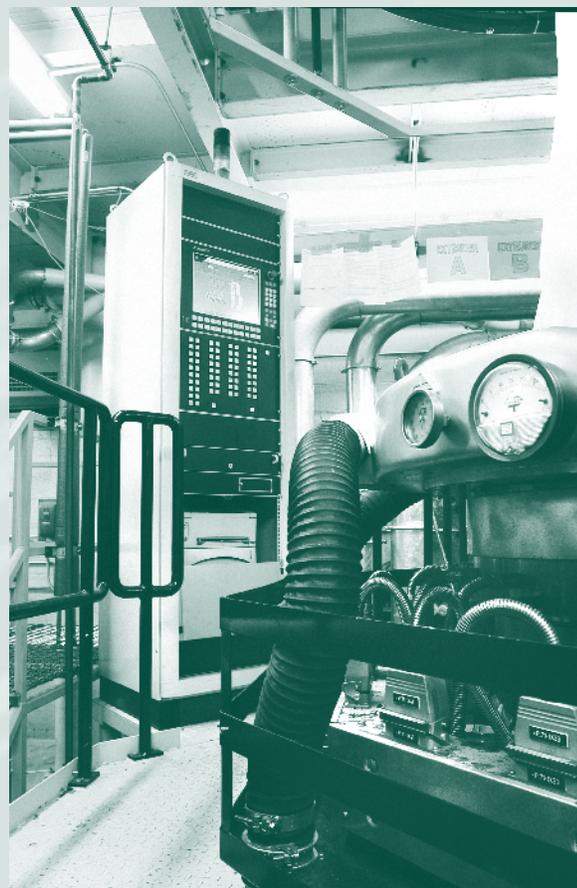
À la recherche de l'excellence



DANS TOUTES LES ENTREPRISES PROSPÈRES, LA CLÉ
DU SUCCÈS RÉSIDE DANS LA MAÎTRISE DE TROIS
PRINCIPES DE GESTION :

- > L'ENGAGEMENT ENVERS LE CLIENT
- > UNE VISION CLAIRE DES OBJECTIFS
- > DES ACTIONS PRISES AU MOMENT PROPICE

NOTRE ÉQUIPE DE DIRECTION CONNAÎT, COMPREND ET
VIT EN ACCORD AVEC CES PRINCIPES ESSENTIELS EN
AFFAIRES.



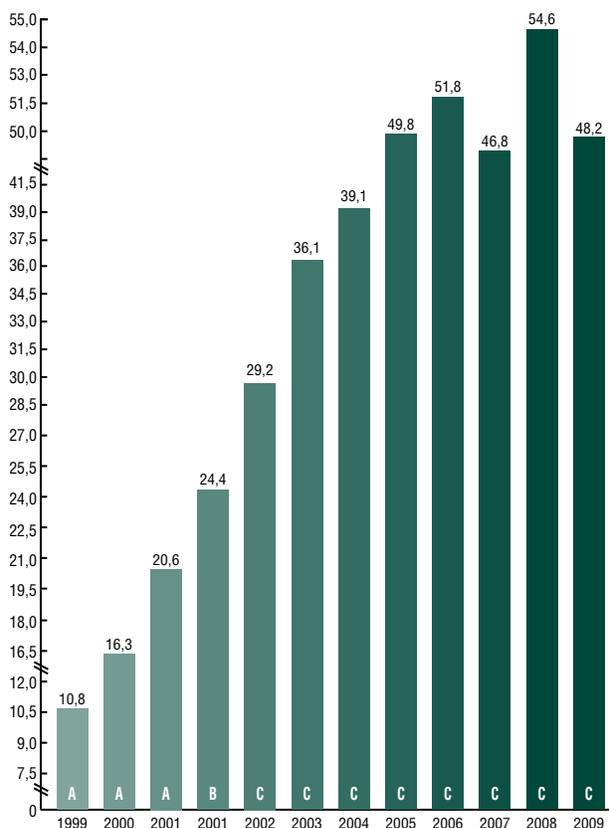
FAITS SAILLANTS

(\$ milliers, sauf données par action)	Exercice terminé le 31 décembre 2009	Exercice terminé le 31 décembre 2008	Exercice terminé le 31 décembre 2007	Exercice terminé le 31 décembre 2006	Exercice terminé le 31 décembre 2005
Exploitation					
Chiffre d'affaires	48 190 \$	54 570 \$	46 840 \$	51 775 \$	49 818 \$
Bénéfice (perte) net(te)	(403)	(2 091)	(56)	(131)	3 793
Bénéfice (perte) net par action	(0,010)	(0,056)	(0,002)	(0,003)	0,110
BAIT ⁽¹⁾	420	(495)	1 176	1 454	5 545
BAITDA ⁽²⁾	3 512	2 901	3 822	3 707	7 572
BAITA par action	0,089	0,078	0,102	0,099	0,220
Situation financière					
Fonds de roulement	4 469	4 950	6 525	6 447	9 745
Immobilisations	16 631	20 337	22 900	25 056	16 079
Total de l'actif	35 515	39 468	39 301	40 272	36 843
Total de la dette à long terme (y compris contrats de location-acquisition)	7 196	11 250	13 717	15 604	9 738
Capitaux propres	15 994	16 591	18 130	18 186	18 317

⁽¹⁾ Bénéfice avant intérêts et taxes

⁽²⁾ Bénéfice avant intérêts, taxes, dépréciation et amortissement

CHIFFRE D'AFFAIRES
(en millions de dollars)



A Représente l'exercice terminé le 31 janvier.

B Représente une période de onze mois arrêtée le 31 décembre.

C Représente l'exercice terminé le 31 décembre.

RAPPORT À NOS ACTIONNAIRES

Les attentes de meilleures conditions du marché dans notre industrie en 2009 ont été affectées par les nombreuses et plus grandes compagnies dans notre secteur de l'économie qui ont cherché une protection contre la faillite, ou ont fusionné des entités pour baisser les structures de coûts et ce, dans l'espoir de devenir profitables. Cette stratégie en meilleure condition économique aurait permis la réalisation des attentes et bien que plusieurs ont agi de cette façon pour conserver leur part de marché et ainsi créer une baisse supplémentaire sur des prix non convenables à la rentabilité.

À travers tout ce chaos, en certains cas prévus et d'autres pas, la direction s'est fixée comme objectif de réduire ses coûts opérationnels et ce dans le but de permettre la rentabilité et la viabilité de la société pour les années à venir. Malgré l'impossibilité de réaliser nos buts ultimes en 2009, les résultats pour l'année, dans le climat actuel d'incertitude et de guerres des prix qui sont survenus, nous encouragent suffisamment pour nous permettre d'anticiper davantage d'améliorations en 2010. Notre optimisme est fondé sur une dette moindre, sur des coûts opérationnels moindres suite à nos nombreuses décisions prises aux cours des deux dernières années et les nombreux projets par lesquels nous sommes engagés à chercher et réaliser dans des marchés « niche » qui sont le noyau de l'entreprise.

En préparation pour la croissance anticipée la direction a décidé, avec l'approbation unanime du Conseil d'Administration, qu'il y aurait seulement deux entités juridiques, plutôt que trois; Imaflex Inc. et Imaflex USA. Le premier janvier 2010, Canslit Inc. est devenue une division d'Imaflex Inc. En juillet de 2009 Imaflex Inc. a converti son prêt en investissement dans Imaflex USA. Ceci avait pour objectif de réduire les énormes effets des fluctuations du taux de change, qui en définitive avait un impact important sur les résultats des entités canadiennes. Ainsi la direction a non seulement atteint ses objectifs à court terme de réduction de coûts en réduisant ses honoraires professionnels, mais prépare la société à la réalisation de ses projets envisagés exigeant une démarcation nationale claire sur l'entité et ses produits.

L'emphase pour 2010 est, comme il en a toujours été, d'assurer que si et quand la situation se présentera de pouvoir améliorer la valeur de la part des actionnaires, nous serons prêts. Les cinq dernières années ont été passées avec succès en navigant à travers les brouillards de problèmes d'équipements et en s'occupant ensuite du changement constant et de la dégradation des conditions du marché. Non seulement avons-nous survécu à ces embûches, nous sommes maintenant enfin positionnés, si l'opportunité devait se présenter ou être créée, pour profiter des nombreuses opportunités que cette baisse économique a créées. Notre équipe d'administration, nos employés et nos systèmes, nous fournissent l'assurance que nous réaliserons ces buts. Pour terminer et comme c'est toujours le cas, je remercie toute notre équipe, la direction, les employés et nos directeurs de créer ces conditions de succès.



Joseph Abbandonato
Président et chef de la direction

INFORMATION FINANCIERE TRIMESTRIELLE

(\$ milliers, sauf donnees par action)

	VENTES		BÉNÉFICE (PERTE) NET(TE)	
	2009	2008	2009	2008
Premier trimestre	13 811 \$	12 114 \$	644 \$	(476) \$
Deuxième trimestre	12 384 \$	14 014 \$	79 \$	(281) \$
Troisième trimestre	11 914 \$	13 976 \$	(468) \$	(586) \$
Quatrième trimestre	10 081 \$	14 466 \$	(658) \$	(748) \$
	48 190 \$	54 570 \$	(403) \$	(2 091) \$

	BAIIA		BÉNÉFICE (PERTE) PAR ACTION	
	2009	2008	2009	2008
Premier trimestre	1 833 \$	822 \$	0,016 \$	(0,013) \$
Deuxième trimestre	1 162 \$	777 \$	0,002 \$	(0,007) \$
Troisième trimestre	327 \$	388 \$	(0,012) \$	(0,016) \$
Quatrième trimestre	190 \$	914 \$	(0,016) \$	(0,020) \$
	3 512 \$	2 901 \$	(0,010) \$	(0,056) \$

L'objectif de ce RDG, comme les autorités réglementaires le requièrent, est d'expliquer le point de vue de la direction sur la performance passée et les perspectives d'avenir d'Imaflex inc. (la « Société »). Le RDG a également pour but d'améliorer la compréhension des états financiers consolidés et de leurs notes afférentes. Veuillez vous référer aux états financiers consolidés et vérifiés pour l'année terminée le 31 décembre 2009 lors de la lecture de ce RDG. Dans le cadre du présent document, sauf indication contraire, toutes les données financières sont établies d'après les principes comptables généralement reconnus du Canada (« PCGR »). Tous les montants sont exprimés en dollars canadiens. Dans ce RDG, nous utilisons une mesure non conforme aux PCGR. Pour une description complète de cette mesure, veuillez consulter la section « Mesure non conforme aux PCGR », dans le présent document. Les états financiers consolidés incluent les comptes de la société et sa division Les Emballages Canguard (« Canguard ») et de ses filiales en propriété exclusive, Canslit inc. (« Canslit ») et Imaflex USA, inc. (« Imaflex USA »). Afin de faciliter la lecture de ce rapport, les termes « Imaflex », « Société », « nous », « notre » et « nos » désignent Imaflex inc. et ses filiales. Ce RDG est préparé en conformité avec les formulaires « Règlement 51-102 » et « Formulaire 51-102F1 » et a été approuvé par le conseil d'administration avant sa parution. Les états financiers consolidés ont été vérifiés par Deloitte & Touche s.r.l., les vérificateurs de la société.

DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

À l'occasion, nous faisons des déclarations prospectives, au sens de certaines lois sur les valeurs mobilières, y compris les règles d'exonération de la Loi sur les valeurs mobilières (Ontario). Nous pouvons faire des déclarations dans le présent document, dans d'autres documents déposés auprès des organismes canadiens de réglementation, dans des rapports aux actionnaires et dans d'autres communications. Ces déclarations prospectives comprennent, notamment des déclarations relatives aux affaires et à la performance financière anticipée de la société. Les mots « peuvent », « pourraient », « devraient », « perspectives », « croire », « projeter », « estimer », « prévoir », « s'attendre à », « avoir l'intention », « objectif » et l'emploi du conditionnel, ainsi que les mots et expressions semblables visent à dénoter des déclarations prospectives.

De par leur nature même, les déclarations prospectives comportent des incertitudes et des risques intrinsèques, à la fois généraux et précis, qui font en sorte qu'il est possible que les prédictions, prévisions, projections, et autres déclarations prospectives ne se matérialiseront pas. Nous mettons les lecteurs en garde contre le fait de se fier indûment à ces déclarations puisque les résultats réels pourraient différer sensiblement des opinions, plans, objectifs, prévisions, attentes, estimations et intentions exprimées dans ces déclarations prospectives, en raison d'un certain nombre de facteurs importants. Ces facteurs comprennent, sans y être limités, les risques de crédit, de marché, de liquidités, de financement et d'opérations; le dynamisme des économies canadienne et américaine dans lesquelles nous exerçons nos activités; l'incidence des fluctuations du dollar canadien par rapport aux autres devises, en particulier le dollar américain; l'incidence des modifications relatives aux taux d'intérêt; les effets de la concurrence dans les marchés où nous exerçons nos activités; notre capacité de réaligner avec succès notre entreprise, nos ressources et nos processus; la disponibilité et le coût des matières premières; l'insuccès à atteindre la croissance prévue pour l'expansion des opérations américaines; les modifications apportées aux conventions et méthodes comptables que nous utilisons aux fins de la présentation de notre situation financière, y compris les incertitudes liées aux hypothèses et aux estimations comptables critiques; les risques opérationnels et ceux liés à l'infrastructure ainsi que d'autres facteurs susceptibles d'influencer les résultats futurs, incluant, sans y être limités, la mise au point et le lancement, au moment opportun, de nouveaux produits et services, les modifications apportées à la législation fiscale, l'évolution technologique, les nouvelles réglementations, l'incidence possible, sur nos activités, de situations d'urgence en matière de santé publique, de conflits internationaux et d'autres faits nouveaux, et la mesure dans laquelle nous prévoyons et gérons avec succès les risques inhérents aux facteurs qui précèdent.

Nous avertissons nos lecteurs que la liste susmentionnée des facteurs importants qui pourraient avoir une incidence sur nos résultats futurs n'est pas exhaustive. Les investisseurs et autres personnes qui se fient à nos déclarations prospectives pour prendre des décisions ayant trait à la société doivent tenir compte de ces facteurs de même que d'autres faits et incertitudes. Nous ne nous engageons nullement à mettre à jour quelle que déclaration prospective que ce soit, qui peut être faite par nous ou en notre nom à l'occasion, à moins d'une exigence contraire de la part des autorités réglementaires. Les déclarations prospectives contenues dans ce document sont basées sur les attentes actuelles et l'information disponible en date du 18 mars, 2010.

RAPPORT DE GESTION (suite)

NOTRE ENTREPRISE

La Société n'a qu'un seul secteur d'exploitation, soit celui du développement, de la fabrication et de la vente de matières d'emballage. Les résultats incluent ceux d'Imaflex située à Montréal (Québec) et sa division Canguard située à Victoriaville (Québec), et ses filiales en propriété exclusive, Canslit située à Victoriaville (Québec) et Imaflex USA située à Thomasville (Caroline du nord). Tous les soldes et opérations intersociétés ont été éliminés dans les états financiers consolidés.

Imaflex et Imaflex USA se spécialisent dans la fabrication et la vente de pellicules en polyéthylène « sur mesure » convenant aux divers besoins en emballage de nos clients. Canguard se spécialise dans la fabrication et la vente de sacs à rebuts en polyéthylène utilisés par les marchés du détail et industriel. Canslit se spécialise dans la métallisation de pellicules en polyéthylène.

Les actions de catégorie A de la Société sont inscrites sous le symbole IFX.A à la Bourse de croissance TSX. Le siège social de la société est situé à Montréal (Québec).

MESURE NON CONFORME AUX PCGR

Dans le présent rapport de gestion, la direction de la Société a recours à une mesure non définie selon les PCGR. BAIIA constitue cette mesure. Cependant, la direction précise qu'aux fins de présentation des résultats de la Société, le BAIIA est associé à la ligne intitulé « Bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement ». Le tableau ci-dessous permet au lecteur de faire le rapprochement entre BAIIA utilisé par la société et la perte nette publiée.

Rapprochement du BAIIA avec la perte nette :

(\$ milliers)	Trimestres terminés les		Exercices terminés les	
	31 décembre 2009	31 décembre 2008	31 décembre 2009	31 décembre 2008
Perte nette	(658) \$	(748) \$	(403) \$	(2 091) \$
Plus:				
Impôts	23	365	359	506
Intérêts	101	405	464	1 090
Amortissement	724	892	3 092	3 396
BAIIA	190	914	3 512	2 901
BAIIA par action (de base et dilué)*	0,005	0,024	0,089	0,104

*(Nombre moyen pondéré d'actions en circulation, 2009 – 39 350 002 (2008 – 37 410 274))

Même si le BAIIA est une mesure non conforme aux PCGR, la direction, les analystes, les investisseurs et bon nombre d'autres intervenants financiers l'utilisent afin d'évaluer le rendement et la gestion de la Société sur les plans financiers et de l'exploitation. Toutefois, les investisseurs ne doivent pas interpréter BAIIA comme une alternative au bénéfice net déterminé en conformité aux PCGR comme un indicateur de la performance de la société. La définition du BAIIA utilisée par la société peut différer de celles utilisées par d'autres entreprises.

RAPPORT DE GESTION (suite)

PROFIL D'AFFAIRES

Imaflex inc. (la « Société ») est principalement un fournisseur de film en polyéthylène pour des convertisseurs. Les convertisseurs sont des compagnies qui transforment notre film en produit fini en imprimant des informations spécifiques fournies par leurs clients.

Imaflex fabrique aussi des sacs en rouleaux qui sont vendus pour une variété d'utilisations, incluant des sacs à ordures.

De plus, la Société fabrique un film spécial métallisé spécifiquement pour l'industrie agricole.

Imaflex opère trois usines de fabrication. Deux sont situées au Québec, une à Montréal et l'autre à Victoriaville, et une usine est située aux États-Unis, à Thomasville, en Caroline du nord. Les trois usines couvrent une superficie approximative de 200 000 pieds carrés.

Toutes nos opérations de fabrication sont intégrées verticalement, ce qui signifie que tous nos produits sont fabriqués à l'interne. La Société n'utilise aucun tiers pour transformer davantage le produit fini qu'elle vend.

OPPORTUNITÉ DU MARCHÉ

Nous opérons dans un marché de plus de 25 milliards de dollars. Même si ce marché est excessivement fragmenté en termes de prix, il existe des niches à l'intérieur de ce marché qui offrent des opportunités pour augmenter la rentabilité.

La direction croit qu'il y a quatre éléments qui contribueront à la croissance à long terme d'Imaflex.

Le premier facteur est de continuer l'investissement dans nos efforts de recherche et développement, afin de permettre à notre équipe de recherche de développer dans un délai opportun des produits pour des marchés niches à haute contribution, car les niches matures deviennent graduellement sensibles aux prix avec l'entrée de nouveaux concurrents.

Le deuxième facteur est l'efficacité de nos équipements et notre engagement de maintenir cette efficacité par des investissements en capital. Cela nous permettra d'être compétitifs dans le marché.

Le troisième facteur est notre accès à du capital additionnel. Étant une société publique, si une opportunité se présentait, nous avons la possibilité de puiser dans le marché du capital d'investissement en plus du crédit fourni par nos banquiers.

Le quatrième facteur est notre présence au Canada et aux États-Unis qui nous donne un avantage compétitif en termes de logistique, de devise et de flexibilité dans la fabrication.

LA SOUS-TRAITANCE

Notre industrie nécessite beaucoup d'investissements en capital. La main d'œuvre est une composante mineure dans le coût de fabrication. Donc, la fabrication de nos produits dans d'autres pays qui ont un coût de main-d'œuvre inférieure n'aura aucune incidence matérielle sur la réduction de nos coûts de fabrication.

De plus, le risque relié à la qualité et les délais de livraison contreront les bénéfices minimaux qui seront générés par un coût de main-d'œuvre moindre. Par conséquent, la direction ne prévoit pas l'établissement d'une stratégie de sous-traitance.

RAPPORT DE GESTION (suite)

STRATÉGIE D’AFFAIRES

Imaflex se concentre à fournir à ses clients des produits de haute qualité, dans un court délai et ce à des prix compétitifs. Cette stratégie a été l’épine dorsale de notre croissance et nous a servi très bien au cours des années.

Pourtant, durant ces temps économiques difficiles, notre qualité constante et notre service de haut niveau ne sont pas toujours assez comme facteur de démarcation pour sécuriser nos ventes, car nos compétiteurs avec leurs opérations ralenties, essaient d’augmenter leur part du marché par une réduction des prix.

Malgré les hauts et les bas du cycle économique, c’est notre objectif de maintenir notre attention sur la qualité et un niveau de service élevé, ce qui nous a distingué par le passé. À la longue, ceci sera certainement à notre bénéfice.

LA CROISSANCE DE NOTRE MARCHÉ

Dans un marché de 25 milliards de dollars, il est essentiel d’éviter de vendre à des clients qui ont pour objectif principal d’acheter en se fiant sur les prix dans un marché de commodités. La clé est d’identifier les clients avec des besoins spécifiques, développer une bonne relation avec eux, et éventuellement développer des produits qui vont s’adresser à leurs besoins.

Le mandat de notre équipe de vente est de trouver de tels clients.

FACTEURS DE RISQUES

La société évolue dans un marché concurrentiel occupé par de nombreux participants. Afin de faire face à la croissance récente et de gérer efficacement la croissance future, la société améliore continuellement ses systèmes financiers et d’exploitation, ses systèmes intégrés de gestion ainsi que ses méthodes et ses contrôles. La prospérité de la société revient en grande partie à l’apport continu de ses employés et à la capacité de la société à attirer et à conserver du personnel de direction, de ventes et d’exploitation compétent.

Le marché de 25 milliards de dollars dans lequel la société est en concurrence a, par le passé, démontré une résistance et une croissance même au cours des pires périodes économiques. Les clients de la société œuvrent principalement dans le secteur de l’emballage alimentaire et de l’agriculture. Ce fait, combiné à l’accroissement des gammes de produits et à la fiabilité d’équipement plus neuf et plus rapide, devraient aider la société à surmonter la volatilité potentielle causée par l’incertitude du climat économique nord-américain.

Les facteurs qui peuvent affecter la société comprennent, sans y être limités : les risques de crédit, de marché, de liquidités, de financement et d’opérations; le dynamisme des économies canadienne et américaine dans lesquelles nous exerçons nos activités; l’incidence des fluctuations du dollar canadien par rapport aux autres devises, en particulier le dollar américain; l’incidence des modifications relatives aux taux d’intérêt; les effets de la concurrence dans les marchés où nous exerçons nos activités; notre capacité de réaligner avec succès notre entreprise, nos ressources et nos processus; la disponibilité et le coût des matières premières; l’insuccès à atteindre la croissance prévue pour l’expansion des opérations américaines; les modifications apportées aux conventions et méthodes comptables que nous utilisons aux fins de la présentation de notre situation financière, y compris les incertitudes liées aux hypothèses et aux estimations comptables critiques; les risques opérationnels et ceux liés à l’infrastructure ainsi que d’autres facteurs susceptibles d’influencer les résultats futurs, incluant, sans y être limités, la mise au point et le lancement, au moment opportun, de nouveaux produits et services, les modifications apportées à la législation fiscale, l’évolution technologique, les nouvelles réglementations, l’incidence possible, sur nos activités, de situations d’urgence en matière de santé publique, de conflits internationaux et d’autres faits nouveaux, et la mesure dans laquelle nous prévoyons et gérons avec succès les risques inhérents aux facteurs qui précèdent.

RAPPORT DE GESTION (suite)

SITUATION GÉNÉRALE DE L'INDUSTRIE DU POLYÉTHYLÈNE SOUFLÉ

À cause de la récession et maintenant de la reprise lente, l'offre dépasse largement la demande conduisant ainsi à des marges réduites. Ces conditions ont contribué à plusieurs faillites et fusions dans notre industrie. Les conditions s'améliorent à pas de tortue. Nous pouvons ainsi envisager une continuité de ces marges réduites pour encore quelque temps.

PERTE D'UN CLIENT IMPORTANT

Notre stratégie d'affaires a toujours été de limiter les achats d'un client à un maximum de 15 % de nos revenus. Cette stratégie nous assure que notre rentabilité et notre santé financière n'est pas dépendante sur un client en particulier.

COMPÉTITION D'AUTRES COMPAGNIES

En ce moment, la compétition dans notre marché causée par le déséquilibre de l'offre et la demande est intense. Toutefois, puisque nous transigeons dans un marché de 25 milliards de dollars, parce que nous avons une équipe hautement qualifiée pouvant répondre rapidement aux besoins de clients, parce que notre production est verticalement intégrée et que notre fabrication est diversifiée dans plusieurs marchés dont la plupart sont reliés à des produits alimentaires, nous croyons posséder une longueur d'avance. Cela ne se traduit pas toujours en un profit plus élevé, mais certainement par la loyauté des clients si nous décidons de rencontrer les prix de la compétition.

OPÉRATIONS SAISONNIÈRES

La production de deux de nos opérations, l'une à Victoriaville et l'autre à Thomasville est affectée en partie par la demande saisonnière reliée à la culture maraîchère. La demande des clients atteint son maximum deux fois par année. Afin d'être en mesure d'y répondre adéquatement en temps opportun, cela exige qu'un inventaire volumineux soit produit pendant la basse saison.

Toutefois, dû au fait que ces usines produisent d'autres produits qui ne sont pas sensibles à la demande saisonnière, ces deux usines continuent d'opérer toute l'année mais à une cadence moindre.

EXPOSITION LIMITÉE À LA RESPONSABILITÉ LIÉE À LA QUALITÉ DES PRODUITS

L'exposition d'Imaflex à la responsabilité des produits est minime. Nous manufacturons des pellicules de polyéthylène utilisées par nos clients qui les transforment en emballage pour leurs propres clients. Imaflex n'est pas exposée à une responsabilité pour blessure ni décès suite à une négligence dans la production des pellicules.

Le seul segment du marché où nous avons une responsabilité envers le produit est celui qu'utilise le marché agricole pour la culture de leurs produits. Dans ce marché, preuve de négligence dans notre processus de fabrication pourrait engendrer une compensation si une faible récolte se produisait.

La probabilité que notre pellicule provoque un tel échec est minime, néanmoins nous sommes couverts par une police d'assurance responsabilité pour un montant de 25 000 000 \$.

RAPPORT DE GESTION (suite)

FLUCTUATIONS DANS LES RÉSULTATS

Il est important de prendre note que le bénéfice peut varier d'un trimestre à l'autre, dû à plusieurs facteurs, indépendamment du volume des ventes. Ces facteurs incluent et ne sont pas limités à : des conditions concurrentielles dans les marchés auxquels la société participe; des conditions économiques générales et à l'incertitude normale des affaires, la diversité des produits, les fluctuations du taux de change des devises étrangères, la disponibilité et les coûts des matières premières; les changements du rapport de la société avec ses fournisseurs, et les fluctuations des taux d'intérêt et autres changements en coûts de crédit.

ACCES À DU FINANCEMENT

Nous n'avons pas et nous n'anticipons pas d'augmentation significative de nos coûts de crédit. Nos institutions financières nous ont offert du financement supplémentaire.

HABILITÉ À ATTIRER ET RETENIR DU PERSONNEL QUALIFIÉ

Imaflex inc. n'a pas eu le besoin d'attirer du personnel d'administration ou technique, compte tenu que les fondateurs cumulent plus de 100 ans d'expérience en gestion et R-D, et demeurent le noyau de l'équipe. Cependant, la société a progressé et a augmenté son équipe avec l'expertise d'autres personnes dans les secteurs requis, soit en comptabilité, opérations et ingénierie.

Ceci nous a permis de créer un environnement qui permet la liberté d'expression d'idées afin d'assurer que la société maintienne une longueur d'avance sur l'industrie. Nous sommes confiants de pouvoir attirer et retenir des individus qualifiés qui contribueront à notre objectif d'augmenter la valeur de nos actionnaires.

GESTION DE LA CROISSANCE

Au cours de son bref historique, la direction d'Imaflex inc. a démontré son habilité à créer et gérer sa croissance, et à gérer des scénarios suite aux changements des marchés. Il n'y a aucune indication que ceci cesserait, peu importe d'où provient la croissance, que ce soit de nouveaux produits, marchés, acquisitions, fusions ou une combinaison de ce qui précède.

FLUCTUATIONS DE DEVISES

Une partie du chiffre d'affaires et des charges de la société est libellée en dollars ÉUA. Une partie des produits en dollars ÉUA constitue une couverture naturelle des charges libellées dans cette monnaie. La société n'utilise aucun contrat de change à terme pour gérer le risque de change résiduel.

EMBÛCHES ENVIRONNEMENTALES

Les matières premières d'Imaflex, ses procédés et son produit fini n'ont aucune implication dangereuse pour l'environnement. Toutefois nous achetons quelques produits qui sont utilisés dans nos équipements de production tels que produits de refroidissement qui peuvent être dangereux mais sont cependant contrôlés selon les normes actuelles.

RAPPORT DE GESTION (suite)

RÉSULTATS DES OPÉRATIONS

(\$ milliers)	Trimestres terminés les		Exercices terminés les	
	31 décembre 2009	31 décembre 2008	31 décembre 2009	31 décembre 2008
Chiffres d'affaires	10 081 \$	14 466 \$	48 190 \$	54 570 \$

La diminution des ventes durant le trimestre de 4 385 000 \$ ou 30,3 % et de 6 380 000 \$ pour l'exercice ou 11,7 % comparativement à 2008 est le résultat d'un volume de ventes moindre et d'une pression à la baisse sur les prix suite à la mauvaise conjoncture économique.

(\$ milliers)	Trimestres terminés les		Exercices terminés les	
	31 décembre 2009	31 décembre 2008	31 décembre 2009	31 décembre 2008
Bénéfice avant amortissement d'équipement de production	\$ 1 146	1 774 \$	7 651 \$	7 235 \$
	% 11,4	12,3 %	15,9	13,3 %
Amortissement d'équipement de production	659	797	2 817	3 182
Bénéfice brut	\$ 487	977	4 834	4 053
Bénéfice brut	% 4,8	6,7 %	10,0	7,4 %

Trimestre terminé le 31 décembre 2009

Marge du bénéfice brut avant amortissement

Le pourcentage du bénéfice brut avant amortissement est demeuré relativement stable durant le trimestre. La diminution peut être attribuée à la mixité des produits vendus.

Marge du bénéfice brut

Le pourcentage du bénéfice brut a diminué durant le trimestre. La diminution peut être attribuée à la mixité des produits vendus et des volumes moindres, partiellement contrebalancés par un changement de politique d'amortissement de 10 à 15 ans sur les immobilisations de notre filiale américaine.

L'exercice terminé le 31 décembre 2009

Marge du bénéfice brut avant amortissement

La hausse du pourcentage de la marge du bénéfice brut avant amortissement pour l'année terminée le 31 décembre 2009 est due à une diminution des nos coûts opérationnels.

Marge du bénéfice brut

La hausse du pourcentage de la marge du bénéfice brut pour l'année terminée le 31 décembre 2009 est due à une diminution de nos coûts opérationnels et moins d'amortissement suite au changement de politique d'amortissement de 10 à 15 ans sur les immobilisations de notre filiale américaine.

RAPPORT DE GESTION (suite)

RÉSULTATS DES OPÉRATIONS (suite)

(\$ milliers)	Trimestres terminés les		Exercices terminés les	
	31 décembre 2009	31 décembre 2008	31 décembre 2009	31 décembre 2008
Frais de vente et d'administration	904 \$	796 \$	3 486 \$	3 813 \$
% des ventes	9,0 %	5,5 %	7,2 %	7,0 %

La diminution des frais de ventes et d'administration est due à un remboursement de la taxe sur le capital, une réduction de la prime d'assurance et une réduction des commissions sur les ventes.

(\$ milliers)	Trimestres terminés les		Exercices terminés les	
	31 décembre 2009	31 décembre 2008	31 décembre 2009	31 décembre 2008
Amortissement (excluant l'équipement de production)	65	95	275	214

L'augmentation pour l'année est le résultat de l'amortissement additionnel sur le matériel informatique.

(\$ milliers)	Trimestres terminés les		Exercices terminés les	
	31 décembre 2009	31 décembre 2008	31 décembre 2009	31 décembre 2008
Intérêts	102 \$	405 \$	464 \$	1 090 \$

La diminution des frais d'intérêt durant le trimestre et l'année est attribuable à une dette à long terme moindre, une diminution dans les taux d'intérêt variables et la réduction du taux d'intérêt Swap de l'instrument financier dérivé.

(\$ milliers)	Trimestres terminés les		Exercices terminés les	
	31 décembre 2009	31 décembre 2008	31 décembre 2009	31 décembre 2008
Perte de change à la conversion	20 \$	43 \$	522 \$	387 \$

Trimestres terminés les 31 décembre 2009 et 2008

La conversion de devises a résulté en une perte de 20 000 \$ (perte de 43 000 \$ en 2008) pour le trimestre terminé le 31 décembre 2009, en raison d'une appréciation du dollar américain pendant le trimestre.

Les exercices terminés les 31 décembre 2009 et 2008

La conversion de devises a résulté en une perte de 522 000 \$ (perte de 387 000 \$ en 2008) pour l'exercice terminé le 31 décembre 2009, en raison de la synchronisation des transactions en dollars ÉUA durant l'année.

RAPPORT DE GESTION (suite)

RÉSULTATS DES OPÉRATIONS (suite)

(\$ milliers)	Trimestres terminés les		Exercices terminés les	
	31 décembre 2009	31 décembre 2008	31 décembre 2009	31 décembre 2008
Charge d'impôts	23 \$	365 \$	359 \$	506 \$
En % des pertes avant les impôts	(0,04) %	95,3 %	(816,0) %	(31,9) %

La provision pour impôts reflète l'impôt sur le revenu engendré par les opérations canadiennes. Aucun bénéfice d'impôts futurs n'a été enregistré sur les pertes de la société à ses opérations des États-Unis.

(\$ milliers)	Trimestres terminés les		Exercices terminés les	
	31 décembre 2009	31 décembre 2008	31 décembre 2009	31 décembre 2008
Perte nette	(658) \$	(748) \$	(403) \$	(2 091) \$
Perte par action de base et dilué	(0,017) \$	(0,020) \$	(0,010) \$	(0,056) \$

Trimestres terminés les 31 décembre 2009 et 2008

La Société a subi une perte nette consolidée de 658 000 \$ pour le trimestre terminé le 31 décembre 2009, comparativement à une perte nette de 748 000 \$ pour la même période en 2008. Les opérations aux États-Unis continuent d'opérer à perte mais s'améliorent progressivement. Les opérations de la Société au Québec ont généré des pertes d'opérations après impôts de 63 000 \$ pour les trois mois terminés le 31 décembre 2009, comparativement à un bénéfice d'opérations avant impôts de 167 000 \$ pour la même période en 2008.

Les exercices terminés les 31 décembre 2009 et 2008

Les résultats de la Société se sont améliorés de 1 688 000 \$ pour une perte nette consolidée de 403 000 \$ pour l'année terminée le 31 décembre 2009, comparativement à une perte nette de 2 091 000 \$ pour la même période en 2008. Les opérations de la Société au Québec ont généré un bénéfice des opérations après impôts de 325 000 \$ pour l'année terminée le 31 décembre 2009, comparativement à un bénéfice des opérations après impôts de 382 000 \$ pour la même période en 2008. Les résultats de l'année en cours ont été négativement influencés par une perte de 1 224 000 \$ ÉUA de la filiale américaine, comparativement à une perte nette de 1 918 000 \$ ÉUA pour la même période en 2008.

Situation financière

Du 31 décembre 2009 par rapport au 31 décembre 2008

Durant l'année les actifs à court terme ont diminué de 200 000 \$ suite à une baisse des débiteurs partiellement compensée par une hausse des inventaires.

Les passifs à court terme ont augmenté approximativement de 200 000 \$ au cours de l'année suite à une augmentation de la dette bancaire et partiellement compensée par une diminution de la portion courante de la dette à long terme.

RAPPORT DE GESTION (suite)

SOMMAIRE DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS

Les données financières sommaires tirées des états financiers non vérifiés de la société pour les huit derniers trimestres terminés s'établissent comme suit :

Trimestres terminés en mars, juin, septembre et décembre
(\$ milliers, sauf les montants par action)

	T4/09	T3/09	T2/09	T1/09	T4/08	T3/08	T2/08	T1/08
Chiffre d'affaires	10 081 \$	11 914 \$	12 384 \$	13 811 \$	14 466 \$	13 976 \$	14 014 \$	12 114 \$
Bénéfice (perte) net(te)	(658)	(468)	79	644	(748)	(586)	(281)	(476)
Bénéfice (perte) net(te) de base et dilué(e) par action	(0,016)	(0,012)	0,002	0,016	(0,020)	(0,016)	(0,010)	(0,013)

Il est important de prendre note que le bénéfice peut varier d'un trimestre à l'autre, dû à plusieurs facteurs, indépendamment du volume des ventes. Ces facteurs incluent et ne sont pas limités à des conditions concurrentielles dans les marchés auxquels la Société participe; des conditions économiques générales et à l'incertitude normale des affaires, la diversité des produits, les fluctuations du taux de change des devises étrangères, la disponibilité et les coûts des matières premières; les changements du rapport de la Société avec ses fournisseurs, et les fluctuations des taux d'intérêt et autres changements en coûts de crédit.

LIQUIDITÉS

Le fonds de roulement au 31 décembre 2009 était de 4 469 000 \$ comparativement au fonds de roulement de 4 950 000 \$ au 31 décembre 2008.

La Société croit qu'elle possède toujours un niveau adéquat de liquidités et a le support des ses institutions financière prêteuses. De plus ces dernières ont donné leur accord pour du financement supplémentaire pour l'acquisition d'immobilisations.

Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation

Le flux de trésorerie lié aux activités d'exploitation avant la variation nette du fonds de roulement hors caisse lié à l'exploitation pour le trimestre terminé le 31 décembre 2009 a atteint 11 000 \$ (662 000 \$ en 2008), une diminution de 651 000 \$ ou 98 % par rapport à la même période en 2008, principalement attribuable à l'effet de la conversion de devises et à la diminution de la valeur marchande du swap d'intérêt.

Le flux de trésorerie lié aux activités d'exploitation avant la variation nette du fonds de roulement hors caisse lié à l'exploitation pour l'année terminée le 31 décembre 2009 a atteint 2 314 000 \$ une augmentation de 161 000 \$, ou 7,3 %, par rapport à la même période en 2008, principalement attribuable à la conversion de devises. La diminution dans la variation nette du fonds de roulement hors caisse lié à l'exploitation de 31 000 \$ durant l'année en cours est principalement attribuable à une diminution des débiteurs, qui a été partiellement compensée par une augmentation des stocks. En 2008, la diminution dans la variation nette du fonds de roulement hors caisse lié à l'exploitation de 438 000 \$ était principalement attribuable à un niveau plus élevé des débiteurs et partiellement compensé par une diminution des stocks.

Flux de trésorerie liés aux activités de financement

Pour le trimestre terminé le 31 décembre 2009, les activités de financement ont exigé des sorties de fonds de 803 000 \$, comparativement à des sorties de fonds de 1 878 000 \$ pour la même période en 2008. La Société a diminué la marge de crédit existante de 104 000 \$ durant le trimestre et a remboursé 671 000 \$ de la dette à long terme.

Pour l'année terminée le 31 décembre 2009, les activités de financement ont exigé des sorties de fonds de 2 278 000 \$, comparativement à des sorties de fonds de 241 000 \$ pour la même période en 2008. La Société a augmenté la dette bancaire de 1 132 000 \$ et a remboursé 3 302 000 \$ sur les titres d'emprunt à long terme. En 2008, la Société a augmenté la marge de crédit de 2 952 000 \$ et a émis des actions pour une valeur de 500 000 \$ pour financer son fond de roulement et ses dépenses en capital. En 2008, la Société a remboursé 3 599 000 \$ sur les titres d'emprunt à long terme.

RAPPORT DE GESTION (suite)

LIQUIDITÉS (suite)

Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement

Les activités d'investissement pour le trimestre terminé le 31 décembre 2009 ont entraîné des dépenses en espèces nettes de 60 000 \$ pour l'achat d'immobilisations comparativement à 638 000 \$ pour la même période en 2008. Les montants en 2009 et 2008 étaient principalement requis pour l'acquisition d'équipement additionnel de production pour les usines de Thomasville et Victoriaville.

Pour l'année terminée le 31 décembre 2009, les activités d'investissement ont nécessité des dépenses en espèces nettes de 335 000 \$, comparativement à 677 000 \$ pour la même période en 2008. Les montants étaient principalement requis pour l'acquisition d'équipement additionnel de production pour les usines de Thomasville et Victoriaville.

OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

(\$ milliers)	Paiements dûs par période				
	Total	Moins d'un an	1 - 3 ans	4 - 5 ans	Plus de 5 ans
Dettes à long terme	7 094 \$	2 923 \$	3 488 \$	683 \$	- \$
Contrats de location - acquisition	103	54	33	16	-
Contrats de location - exploitation	5 325	702	1 489	1 337	1 797
Dettes bancaires	5 959	5 959	-	-	-
Swap du taux d'intérêt	168	56	112	-	-
Total des obligations contractuelles	18 649	9 703	5 113	2 036	1 797

RESSOURCES EN CAPITAL

La Société a obtenu de ses banquiers des marges de crédit d'exploitation pouvant atteindre 8 500 000 \$ portant intérêt à des taux majorés de 0,50 à 1,30 %. Ces marges de crédit sont garanties par les débiteurs, les stocks et les immobilisations. Au 31 décembre 2009, la Société avait prélevé un montant de 5 959 000 \$ (2008 - 4 827 000 \$) sur ces marges de crédit.

La direction prévoit être capable de continuer de financer les activités de la société et les autres besoins anticipés, par les fonds générés par ses opérations et par les fonds disponibles par l'entremise des marges de crédit.

OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

Dans le cours normal des opérations, la Société a conclu des opérations routinières avec des apparentés appartenant à des actionnaires de la Société. Ces opérations ont été mesurées à leur valeur d'échange, soit au montant de la contrepartie qui a été fixé et convenu par les apparentés.

Le tableau ci-après démontre à jour les transactions entre apparentés telles que divulguées à la note 10 dans les « Notes afférentes aux états financiers consolidés ».

(\$ milliers)		Trimestres terminés les		Exercices terminés les	
		31 décembre 2009	31 décembre 2008	31 décembre 2009	31 décembre 2008
Frais de gestion	(a)	57 \$	35 \$	183 \$	183 \$
Loyer	(b)	177 \$	210 \$	709 \$	740 \$

(a) Gerald R. Phelps, vice-président - opérations – Imaflex, est l'actionnaire majoritaire de Polytechnomics inc. (« Polytech »). La Société a une entente avec Polytech pour des services de consultation, gestion et services techniques. L'entente est présentée et approuvée annuellement par le conseil d'administration d'Imaflex.

(b) Joseph Abbandonato, président, chef de la direction et président du conseil d'administration d'Imaflex est l'actionnaire majoritaire de Les Consultants Roncon Inc. (« Roncon »). Les aménagements de production d'Imaflex, Canlit et Imaflex USA sont loués de Roncon et apparentés, selon des ententes de baux de location à long terme (voir « Obligations contractuelles » sous « Liquidités »).

RAPPORT DE GESTION (suite)

OPÉRATIONS PROJÉTÉES

La société n'a pas de transactions en cours.

PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES CRITIQUES

Les principales conventions comptables critiques sont divulguées à la note 1 des « Notes afférentes aux états financiers consolidés » pour les exercices se terminant les 31 décembre 2009 et 2008.

ADOPTION DE NOUVELLES PRISES DE POSITIONS COMPTABLES

1. Modifications des conventions comptables :

2009

(i) Le 1^{er} janvier 2009, la Société a classifié sa filiale américaine, Imaflex USA inc. (« Imaflex USA »), précédemment considérée comme une opération étrangère intégrée, comme une opération étrangère autonome. Ce changement de classification est le résultat des changements de circonstances relatives aux opérations d'Imaflex USA inc., y compris sa capacité de diriger ses activités et sa croissance sur une base autonome, après une longue période de démarrage.

Les états financiers d'Imaflex USA inc. sont maintenant convertis selon le taux de change en vigueur à la date du bilan, en ce qui a trait aux éléments d'actif et de passif, et selon les taux de change moyens au cours de l'exercice, pour ce qui est des produits et des charges. Les gains ou les pertes de taux de change provenant de la conversion des états financiers d'Imaflex USA sont rapportés dans le revenu étendu et inclus dans le revenu net s'il y a diminution de l'investissement net dans Imaflex USA.

Antérieurement, notre filiale américaine était considérée comme une opération intégrée et a été convertie en utilisant la méthode temporelle. La méthode temporelle convertit les actifs et passifs monétaires au taux d'échange de fin de période, pendant que les autres actifs et passifs ont été convertis au taux historique. Les revenus et dépenses ont été convertis au taux moyen du mois excluant l'amortissement qui est converti au même taux que les actifs respectifs. L'effet de cette nouvelle classification s'applique principalement sur les immobilisations qui sont converties au taux courant tandis que précédemment elles étaient converties au taux historique. Ceci a introduit des éléments de gains et pertes sur les devises étrangères résultant de la conversion des immobilisations libellées en dollars ÉUA qui ont été inclus pour déterminer le bénéfice de l'exercice.

Suite à ce changement, un ajustement aux résultats consolidés du revenu étendu de 524 942 \$ a été fait le 1^{er} janvier 2009 afin d'enregistrer des gains de conversion non rapportés. Se reporter à la note 1 b.i des « Notes afférentes aux états financiers consolidés » pour les exercices terminés les 31 décembre 2009 et 2008..

(ii) Le 1^{er} janvier 2009, la Société a adopté le chapitre 3064, *Écarts d'acquisition et actifs incorporels*, qui remplace le chapitre 3062, intitulé *Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels* et le chapitre 3450, intitulé *Frais de recherche et de développement*. Diverses modifications ont été apportées à d'autres chapitres du Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (« l'ICCA ») à des fins d'uniformité. Le nouveau chapitre, publié en février 2008, entre en vigueur pour les états financiers relatifs aux exercices ouverts à compter du 1^{er} octobre 2008. Il établit des normes relatives à la comptabilisation, l'évaluation, la présentation et les informations à fournir quant à l'écart d'acquisition, après sa constatation initiale et quant aux actifs incorporels par des entreprises à but lucratif. Les normes portant sur l'écart d'acquisition ne diffèrent pas de celles incluses dans le chapitre 3062 précédent. La société a adopté ce nouveau chapitre sans incidence significative sur les états financiers consolidés.

De plus, le 20 janvier 2009, l'ICCA a publié l'abrégé des délibérations numéro 173 du comité sur les problèmes nouveaux, « Risque de crédit et juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers » (« CPN-173 »), qui doit être appliqué rétroactivement, sans retraitement des états financiers des périodes antérieures, à tous les actifs financiers et passifs financiers évalués à la juste valeur dans les états financiers consolidés intermédiaires et annuels des périodes se terminant après le 20 janvier 2009. Le CPN-173 exige que la Société tienne compte de son propre risque de crédit et du risque de crédit de la contrepartie lors de l'évaluation de la juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers, y compris les instruments dérivés. La Société a adopté le CPN-173 sans incidence significative sur les états financiers consolidés.

RAPPORT DE GESTION (suite)

ADOPTION DE NOUVELLES PRISES DE POSITIONS COMPTABLES (suite)

Modifications des conventions comptables : (suite)

2008

Le 1^{er} janvier 2008, la Société a adopté le chapitre 3031, *Stocks*, qui remplace le chapitre 3030 et harmonise les normes canadiennes concernant les stocks avec les Normes internationales d'information financière (International Financial Reporting Standards, « IFRS »). Ce chapitre prévoit des changements quant à l'évaluation et il fournit des indications plus détaillées sur la détermination du coût, y compris sur l'imputation des frais généraux, il réduit le nombre de méthodes permises pour la détermination du coût, il exige l'application de tests de dépréciation et il élargit les obligations d'information de manière à accroître la transparence. Ce changement de politique comptable a résulté dans une augmentation de 52 014 \$ aux bénéfices non répartis au début de la période 2008.

Modifications de conventions comptables futures :

(i) Normes internationales d'information financière

Le Conseil des normes comptables du Canada (le « CNC ») convergera vers les Normes internationales d'information financière (les « IFRS ») au cours d'une période de transition qui se terminera le 1^{er} janvier 2011, date d'entrée en vigueur des IFRS. La date de basculement s'applique aux états financiers intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011.

Par conséquent, la Société sera tenue de présenter ses états financiers intermédiaires et annuels de 2011 selon les normes IFRS. Pendant qu'IFRS utilise un cadre conceptuel semblable aux PCGR canadiens, il y a des différences significatives sur la reconnaissance, la mesure et les divulgations qui doivent être adressées.

Les IFRS reposent sur un cadre conceptuel semblable à celui des PCGR du Canada, mais il y a d'importantes différences quant aux exigences en matière de comptabilisation, d'évaluation et de présentation. Par conséquent, la société a élaboré un plan de basculement afin d'adopter ces nouvelles normes selon l'échéancier fixé pour ces nouvelles règles. Une équipe de mise en œuvre a été formée et des conseillers indépendants ont été embauchés afin de former et guider les employés. L'incidence sur la situation financière et les résultats d'exploitation futurs de la Société ne peuvent présentement être déterminés ou estimés de façon raisonnable. La Société réévaluera et ajustera continuellement le plan de basculement afin de s'assurer que le processus de mise en œuvre couvre adéquatement les principaux éléments du plan.

Dans la préparation pour la conversion à IFRS, Imaflex inc. a développé un plan de changement IFRS qui est composé de trois étapes principales : planification et évaluation, l'analyse et finalement, l'implantation et l'exécution.

Étape 1 : Planification et évaluation

Cette étape, qui est survenue entre septembre 2008 et septembre 2009, a nécessité le recrutement et l'entraînement de ressources techniques afin d'aider à l'implantation. Cette étape identifiait les différences majeures entre les PCGR et IFRS. Cette étape consistait aussi à faire les choix électifs d'IFRS.

RAPPORT DE GESTION (suite)

ADOPTION DE NOUVELLES PRISES DE POSITIONS COMPTABLES (suite)

Modifications de conventions comptables futures : (suite)

(i) Normes internationales d'information financière (suite)

Étape 2 : Analyse

Une fois que les différences clés entre les PCGR canadiens et IFRS furent identifiées, nous avons entrepris une évaluation de l'impact potentiel sur les états financiers consolidés, les politiques comptables, les systèmes informatiques, les processus, les contrôles, les conventions bancaires et autres. Cette étape consistait à élaborer les changements possibles requis aux éléments mentionnés précédemment ainsi que les contrôles de divulgation d'information. Cette étape devrait être complétée vers la fin du 2^e trimestre de 2010.

Étape 3 : Implantation et exécution

Cette étape impliquera de faire des changements aux processus d'affaires et comptables et à évaluer les besoins d'informations à obtenir des systèmes informatiques. La documentation formelle et finale sera de préparer des politiques et procédures qui seront ensuite approuvées par le conseil d'administration. Une évaluation des impacts sur les processus d'affaires sera entreprise ainsi que le rapprochement des états financiers pro forma et notes afférentes qui seront existantes sous IFRS et celles existant actuellement. Nous prévoyons à ce que cette étape soit accomplie vers la fin de septembre 2010.

Comme le processus d'implantation évolue, la Société continuera à évaluer tous les projets proposés et à déterminer leur impact sur la Société. L'impact final d'IFRS sur les états financiers consolidés de la Société sera seulement connu lorsque toutes les normes applicables à la date de conversion seront connues.

La Société a identifié les différences importantes suivantes entre ses politiques comptables actuelles et celles exigées ou attendues afin de préparer des états financiers d'IFRS. Elles incluent, mais ne sont pas limitées à :

IFRS 1 – Première adoption des Normes internationales d'information financière

La Société a analysé les différentes options de politiques comptables disponibles et mettra en place les plus appropriées dans nos circonstances et ce dès que le conseil d'administration donnera son approbation en 2010.

La décision électorale la plus significative que la Société n'appliquera pas est celle touchant les fusions d'affaires qui sont survenues avant le 1^{er} janvier 2010.

IAS 16 - Immobilisations corporelles

La société peut utiliser le modèle de coût ou le modèle de réévaluation qui permet la réévaluation à la juste valeur moins l'amortissement cumulé.

En plus, IFRS exige que chaque composante d'un actif qui a une valeur significative par rapport à son entier doit être reconnue dans une catégorie d'actif à part et amortie séparément.

Politique comptable IFRS

La Société utilisera le modèle de coût pour représenter chaque catégorie d'actif. De plus la société ne séparera pas davantage ses catégories actuelles.

RAPPORT DE GESTION (suite)

ADOPTION DE NOUVELLES PRISES DE POSITIONS COMPTABLES (suite)

Modifications de conventions comptables futures : (suite)

(i) Normes internationales d'information financière (suite)

IAS 36 – Dépréciation d'actifs

Sous les PCGR canadiens, une perte de valeur est reconnue pour les actifs évalués sur la valeur équitable estimée quand les flux de trésorerie futurs non escomptés sont moins que la valeur aux livres. Sous IFRS, une entité est tenue de reconnaître une dépréciation si la valeur recouvrable estimée (juste valeur marchande ou la valeur d'utilité) est moindre de sa valeur aux livres.

Politique comptable IFRS

La Société évaluera sur une base continue et lorsque les circonstances indiqueront la dépréciation de certains actifs. Un gabarit d'indicateurs clés sera développé et révisé sur une base régulière.

IAS 37 - Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels

IAS 37 exige de reconnaître une provision quand toutes les conditions suivantes ont été satisfaites : (1) il y a une obligation courante à la suite d'une transaction ou d'un événement passé; et (2) il est probable qu'une sortie de ressources soit nécessaire; et (3) le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. « Probable » dans ce contexte signifie plus sûr que non. Sous les PCGR canadiens, le critère pour la reconnaissance dans les états financiers est « plus probable », qui est un seuil plus haut que « probable ».

Politique comptable IFRS

La Société adoptera cette politique comptable à la date de transition en prenant en considération le seuil le plus bas.

IAS 12 – Impôts sur le résultat

IAS 12 est semblable aux PCGR canadiens avec l'exception que l'impôt différé sur les actifs et passifs sont à long terme comparativement à l'approche des PCGR canadiens qui sépare les portions entre court et à long terme.

Politique comptable IFRS

La Société est dans le processus d'évaluer l'impact d'ajustement sur les soldes d'impôts sur le revenu.

RAPPORT DE GESTION (suite)

ADOPTION DE NOUVELLES PRISES DE POSITIONS COMPTABLES (suite)

Modifications de conventions comptables futures : (suite)

(i) Normes internationales d'information financière (suite)

Résumé du plan d'implantation des normes IFRS

Le plan s'adresse à l'impact d'IFRS sur les méthodes comptables et décisions de mise en œuvre, sur l'infrastructure, sur les activités commerciales et sur les activités de contrôles. Suit un résumé des principaux éléments du plan de transition :

Un sommaire des éléments clés du plan est comme suit :

	Principales activités	État d'avancement
Méthodes comptables et décision de mise en œuvre	<p>L'identification de différences des politiques comptables entre les PCGR canadiens et IFRS.</p> <p>Sélection des politiques IFRS en cours de la société.</p> <p>Sélection par la société des choix aux termes de l'IFRS 1, Première application des Normes internationales d'information financière.</p> <p>Élaboration de la présentation matérielle des états financiers.</p> <p>Quantification des effets des changements initiaux au titre de l'IFRS 1 pour ce qui est de l'information à fournir et des états financiers de 2010.</p>	<p>La Société a mis en évidence les différences entre les méthodes comptables selon les PCGR du Canada et les choix de méthodes comptables, soit dans une démarche de continuité, soit pour des choix ponctuels qui devront être faits à la conversion, dans le cadre de l'IFRS 1.</p> <p>Les gabarits d'états financiers seront préparés au T3 2010.</p> <p>Les choix des politiques comptables et leurs applications seront soumis au conseil d'administration.</p>
Infrastructure Expertise en information financière	<p>Développement d'expertise IFRS.</p> <p>Assurer que les membres impliqués dans l'implantation IFRS reçoivent la formation et les conseils adéquats.</p>	<p>La Société a fourni la formation aux employés clés et ce depuis T3 2008.</p> <p>La formation complémentaire sera donnée si jugée nécessaire jusqu'à la conversion officielle aux IFRS en 2011.</p>
Infrastructure Technologie d'information et systèmes des données	<p>Identifier et adresser les différences IFRS qui exigent des changements aux systèmes financiers.</p> <p>Identifier et adresser des exigences sur la saisie des données supplémentaire et aux systèmes financiers.</p>	<p>La Société a déterminé des exigences et des solutions relatives à l'impact des différences avec IFRS pour la période de transition. Elle a aussi identifié des exigences supplémentaires sur la base des données.</p>
Activités commerciales Clauses restrictives financières	<p>Identifier l'effet sur les clauses restrictives financières et sur les pratiques d'affaires.</p>	<p>La Société est en train d'examiner les conséquences contractuelles des IFRS sur ses relations de financement et autres arrangements connexes.</p>
Activités de contrôle Contrôle interne à l'égard de l'information financière	<p>Pour toute modification de méthode comptable identifiée, évaluation des contrôles internes à l'égard de l'information financière des points de vue de la conception et de l'efficacité.</p> <p>Pour toute modification de méthode comptable identifiée, évaluation des contrôles et procédures de communication de l'information des points de vue de la conception et de l'efficacité.</p>	<p>La Société est en train d'examiner tous les aspects des contrôles internes à l'égard de l'information financière, procédures de communication de l'information</p> <p>Mise en œuvre des modifications qui s'imposent avant le deuxième trimestre de 2010.</p>

RAPPORT DE GESTION (suite)

ADOPTION DE NOUVELLES PRISES DE POSITIONS COMPTABLES (suite)

Modifications de conventions comptables futures : (suite)

(ii) Le chapitre 1582, *Regroupements d'entreprises*.

Ce nouveau chapitre s'appliquera aux regroupements d'entreprises pour lesquels l'acquisition aura eu lieu pendant ou après les périodes intermédiaires ou les exercices de la Société ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011. L'adoption anticipée est permise. Ce chapitre améliore la pertinence, la fiabilité et la comparabilité de l'information relative à un regroupement d'entreprises et à ses effets que fournit l'entité publiant dans ses états financiers. La Société n'a pas encore déterminé l'incidence de l'adoption de ce nouveau chapitre sur les états financiers consolidés.

(iii) Le chapitre 1601, *États financiers consolidés*.

Ce nouveau chapitre s'appliquera aux états financiers des périodes intermédiaires ou des exercices ouverts de la Société à compter du 1^{er} janvier 2011. L'adoption anticipée est permise. Ce chapitre établit les normes pour la préparation des états financiers consolidés. La Société n'a pas encore déterminé l'incidence de l'adoption de ce nouveau chapitre sur les états financiers consolidés.

(iv) (i) Le chapitre 1602, *Participations ne donnant pas le contrôle*.

Ce nouveau chapitre s'appliquera aux états financiers des périodes intermédiaires ou des exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011. L'adoption anticipée est permise. Ce chapitre définit des normes pour la comptabilisation de la participation sans contrôle dans une filiale dans des états financiers consolidés établis postérieurement à un regroupement d'entreprises. La Société n'a pas encore déterminé l'incidence de l'adoption de ce nouveau chapitre sur les états financiers consolidés.

INSTRUMENTS FINANCIERS

Veillez vous référer aux notes 13 et 14 des « Notes afférentes aux états financiers consolidés », pour une discussion de la gestion du risque de change, risque de crédit, informations sur la juste valeur, et risque de taux d'intérêt.

Au 31 décembre 2009, la juste valeur du swap de taux d'intérêt est 168 763 \$ (2008 – 318 889 \$) et a été inscrite dans le bilan sous créditeurs et charges à payer, avec une charge à l'état des résultats sous charges d'intérêts.

Au 31 décembre 2009, exception de la note ci-haut, la société n'utilise aucun autre swap, contrat à terme normalisé, ou couverture.

PERSPECTIVES DE LA DIRECTION

La direction est satisfaite du fait que les nombreux changements réalisés au cours des deux dernières années ont créé les conditions d'une rentabilité améliorée. En 2009, ces changements ont conduit à une amélioration des profits opérationnels comparé à l'année précédente. Ces améliorations ainsi que la diminution de la dette, est de bon augure pour 2010 et les années à venir.

La direction s'attend aussi à ce que les opérations d'Imaflex USA montrent finalement une rentabilité en 2010. Les problèmes d'équipement, dont les derniers ont été récemment résolus, jumelés à une augmentation des ventes, créent l'enthousiasme exprimé par la direction.

La direction croit que les difficultés qu'elle a rencontrées aux cours des dernières années sont finalement réglées. La direction peut finalement canaliser le temps à chercher des opportunités, plutôt que de concentrer ses énergies à la survie. Nous croyons que dû à l'amélioration de nos résultats et à la diminution de la dette à long terme, nous sommes finalement capables de développer et de mettre en place des plans dans le but d'augmenter la valeur aux actionnaires.

RAPPORT DE GESTION (suite)

ACTIONS EN CIRCULATION

En date du rapport, la société a 39 350 002 actions de catégorie A en circulation.

ÉVENTUALITÉS

Dans le cours normal de ses activités, la Société a été nommée partie défenderesse dans divers recours portant sur l'utilisation de ses produits par les utilisateurs ultimes. Même s'il est impossible à l'heure actuelle d'estimer l'issue de ces poursuites, la société ne prévoit pas subir de perte importante, ni engager des charges en sus des montants qu'elle a déjà imputés à ses résultats. Tout écart entre les montants réglés et ceux inscrits sera porté aux résultats de l'exercice au cours duquel aura lieu le règlement.

FACTEURS DE RISQUES

La Société évolue dans un marché concurrentiel occupé par de nombreux participants. Afin de gérer efficacement la croissance future, la société améliore continuellement ses systèmes financiers et d'exploitation, ses systèmes intégrés de gestion ainsi que ses méthodes et ses contrôles. La prospérité de la Société revient en grande partie à l'apport continu de ses employés et à la capacité de la Société à attirer et à conserver du personnel de direction, de ventes et d'exploitation compétent.

Le marché de 25 milliards de dollars dans lequel la Société est en concurrence a, par le passé, démontré une résistance et une croissance même au cours des pires périodes économiques. Les clients de la Société œuvrent principalement dans le secteur de l'emballage alimentaire. Ce fait, combiné à l'accroissement des gammes de produits et à la fiabilité d'équipement plus neuf et plus rapide, devrait aider la Société à surmonter la volatilité potentielle causée par l'incertitude du climat économique nord-américain.

Les facteurs qui peuvent affecter la Société comprennent, sans y être limités : les risques de crédit, de marché, de liquidités, de financement et d'opérations; le dynamisme des économies canadienne et américaine dans lesquelles nous exerçons nos activités; l'incidence des fluctuations du dollar canadien par rapport aux autres devises, en particulier le dollar américain; l'incidence des modifications relatives aux taux d'intérêt; les effets de la concurrence dans les marchés où nous exerçons nos activités; notre capacité de réaligner avec succès notre entreprise, nos ressources et nos processus; la disponibilité et le coût des matières premières; l'insuccès à atteindre la croissance prévue pour l'expansion des opérations américaines; les modifications apportées aux conventions et méthodes comptables que nous utilisons aux fins de la présentation de notre situation financière, y compris les incertitudes liées aux hypothèses et aux estimations comptables critiques; les risques opérationnels et ceux liés à l'infrastructure ainsi que d'autres facteurs susceptibles d'influencer les résultats futurs, incluant, sans y être limités, la mise au point et le lancement, au moment opportun, de nouveaux produits et services, les modifications apportées à la législation fiscale, l'évolution technologique, les nouvelles réglementations, l'incidence possible, sur nos activités, de situations d'urgence en matière de santé publique, de conflits internationaux et d'autres faits nouveaux, et la mesure dans laquelle nous prévoyons et gérons avec succès les risques inhérents aux facteurs qui précèdent.

Des renseignements additionnels sur la Société, notamment le Rapport Annuel, peuvent être obtenus sur le site internet de SEDAR à l'adresse www.sedar.com.



Joseph Abbandonato
Président et chef de la direction



Robert Nagy, CMA, CIA
Contrôleur

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS AUX ACTIONNAIRES

Nous avons vérifié le bilan consolidé de Imaflex inc. au 31 décembre 2009 et les états consolidés des résultats et des bénéfices non répartis, du résultat étendu et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Société. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Société au 31 décembre 2009 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

Les états financiers consolidés au 31 décembre 2008 et pour l'exercice terminé à cette date ont été vérifiés par d'autres vérificateurs, qui ont exprimé une opinion sans réserve sur les états financiers consolidés dans leur rapport daté du 13 mars 2009 sauf pour ce qui est de la note 6 (b) incluse dans les états financiers consolidés de 2008 qui est datée du 14 avril 2009.



Comptables agréés

Le 19 février 2010, excepté pour la note 5b) en date du 3 mars 2010
Montréal, Canada

¹ Comptable agréé auditeur permis n° 13556

BILANS CONSOLIDÉS

Aux 31 décembre 2009 et 2008

	2009	2008
Actif		
Actif à court terme		
Encaisse	964 188 \$	1 250 645 \$
Débiteurs (note 2)	7 066 890	10 675 759
Stocks (note 3)	10 833 855	7 086 931
Impôts sur les bénéfices à recevoir	-	94 660
Charges payées d'avance	18 788	23 441
	18 883 721	19 131 436
Immobilisations (note 4)	16 631 471	20 336 623
	35 515 192 \$	39 468 059 \$
Passif et capitaux propres		
Passif à court terme		
Dette bancaire (note 5)	5 959 204 \$	4 826 665 \$
Créditeurs et charges à payer	5 151 104	5 045 140
Impôts à payer	328 423	531 535
Tranche de la dette à long terme échéant à moins d'un an (note 7)	2 922 419	3 669 632
Tranche des obligations au terme d'un contrat de location-acquisition échéant à moins de un an (note 6)	53 686	108 644
	14 414 836	14 181 616
Obligations au terme d'un contrat de location-acquisition (note 6)	48 829	102 610
Dette à long terme (note 7)	4 171 296	7 368 995
Impôts futurs (note 8)	936 252	1 223 496
Engagements et éventualités (note 11)		
Capitaux propres		
Capital-actions (note 9)	7 829 165	7 829 165
Surplus d'apport (note 9)	322 500	322 500
	8 151 665	8 151 665
Cumul de l'autre perte de résultat étendu	(244 090)	-
Bénéfices non répartis	8 036 404	8 439 677
	7 792 314	8 439 677
	15 943 979	16 591 342
	35 515 192 \$	39 468 059 \$

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés.

Au nom du conseil,



administrateur



administrateur

ÉTATS CONSOLIDÉS DES RÉSULTATS ET DES BÉNÉFICES NON RÉPARTIS

Exercices terminés les 31 décembre 2009 et 2008

	2009	2008
Chiffre d'affaires	48 189 969 \$	54 570 311 \$
Coût des marchandises vendues	40 539 278	47 335 148
Amortissement d'équipement de production	2 817 230	3 181 784
Bénéfice brut	4 833 461	4 053 379
Charges		
Frais de vente et d'administration	3 485 635	3 812 775
Intérêts	464 316	1 089 605
Perte de change	522 246	387 207
Amortissement des immobilisations	275 245	213 848
Autres	130 422	134 023
	4 877 864	5 637 458
Perte avant les impôts sur les bénéfices	(44 403)	(1 584 079)
Charge d'impôts (note 8)	358 870	506 436
Perte nette	(403 273)	(2 090 515)
Bénéfices non répartis au début de l'exercice (note 1)	8 439 677	10 530 192
Bénéfices non répartis à la fin de l'exercice	8 036 404 \$	8 439 677 \$
Perte de base et diluée par action (note 9)	(0,010) \$	(0,056) \$

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés.

ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT ÉTENDU

Exercices terminés les 31 décembre 2009 et 2008

	2009	2008
Perte nette	(403 273) \$	(2 090 515) \$
Variation nette des gains (pertes) non réalisés sur la conversion des états financiers des établissements étrangers, déduction faite de l'impôt sur le revenu de 173 286 \$	(769 032)	-
Résultat étendu	(1 172 305)	(2 090 515)

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés..

ÉTATS CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

Exercices terminés les 31 décembre 2009 et 2008

	2009	2008
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation :		
Perte nette	(403 273) \$	(2 090 515) \$
Ajustements pour tenir compte de ce qui suit :		
Amortissement des immobilisations	3 092 475	3 395 632
Impôts futurs	(113 958)	(14 904)
(Gain) perte de change	(156 749)	733 684
Variation de la juste valeur des instruments dérivés (note 7a)	(104 699)	186 138
Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement lié à l'exploitation (note 12)	(31 191)	(512 249)
	2 282 605	1 697 786
Flux de trésorerie liés aux activités de financement :		
Augmentation de la dette bancaire	1 132 539	2 951 931
Remboursement de la dette à long terme	(3 301 915)	(3 599 379)
Remboursement d'obligations aux termes d'un contrat de location-acquisition	(108 741)	(93 745)
Émission de capital-actions par une filiale en propriété non exclusive	–	500 000
	(2 278 117)	(241 193)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement :		
Acquisition d'immobilisations	334 672	(676 907)
Incidence de la fluctuation des taux de change sur l'encaisse	43 727	(24 988)
(Diminution) augmentation de l'encaisse, montant net	(286 457)	754 698
Encaisse au début de l'exercice	1 250 645	495 947
Encaisse à la fin de l'exercice	964 188 \$	1 250 645 \$
Informations supplémentaires sur les flux de trésorerie :		
Intérêts payés	469 880 \$	1 017 090 \$
Impôts sur les bénéfices payés	275 000	145 369
Acquisition d'immobilisations au moyen de l'émission d'obligations aux termes d'un contrat de location-acquisition	–	70 500
Conversion des dépôts sur immobilisations en acquisitions d'immobilisations	394 239	–
Immobilisations incluses dans les comptes à payer	238 257	279 826

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices terminés les 31 décembre 2009 et 2008

Imaflex Inc. (la « Société ») a été constituée en société en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*. Sa principale activité consiste à concevoir, à fabriquer et à vendre des matières d'emballage.

1. Principales conventions comptables

a) Mode de présentation

Les présents états financiers consolidés ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada. Les états financiers consolidés comprennent les comptes de la société, ceux de ses filiales en propriété exclusive, Canslit Inc. (« Canslit ») et Imaflex USA, inc. (« Imaflex USA »). Tous les soldes et opérations intersociétés importants ont été éliminés.

b) Changements de conventions comptables

2009

- (i) Le 1^{er} janvier 2009, la Société a classifié sa filiale américaine, Imaflex USA, précédemment considérée comme une opération étrangère intégrée, comme une opération étrangère autonome. Ce changement de classification est le résultat des changements de circonstances relatives aux opérations d'Imaflex USA, y compris sa capacité de diriger ses activités et sa croissance de façon autonome, après une longue période de démarrage.

Les états financiers d'Imaflex USA sont maintenant convertis selon le taux de change en vigueur à la date du bilan, en ce qui a trait aux éléments d'actif et de passif, et selon les taux de change moyens au cours de l'exercice, pour ce qui est des produits et des charges. Les gains ou les pertes de taux de change provenant de la conversion des états financiers d'Imaflex USA sont rapportés dans le revenu étendu et inclus dans le revenu net s'il y a diminution de l'investissement net dans Imaflex USA.

À la suite de ce changement, un ajustement aux résultats consolidés du revenu étendu de 524 942 \$ a été fait le 1^{er} janvier 2009, afin d'enregistrer des gains de conversion non constatés.

Cumul de l'autre élément du résultat étendu

	2009	2008
Changement de statut d'Imaflex USA	524 942 \$	–
Variation nette des gains non réalisés sur la conversion des états financiers des établissements étrangers, déduction faite de l'impôt sur le revenu de 173 286 \$	(769 032) \$	–
Solde de fin	(244 090) \$	–

- (ii) Le 1^{er} janvier 2009, la Société a adopté le chapitre 3064, *Écarts d'acquisition et actifs incorporels*, qui remplace le chapitre 3062, intitulé *Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels* et le chapitre 3450, intitulé *Frais de recherche et de développement*. Diverses modifications ont été apportées à d'autres chapitres du *Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés* (ICCA) à des fins d'uniformité. Le nouveau chapitre, publié en février 2008, entre en vigueur pour les états financiers relatifs aux exercices ouverts à compter du 1^{er} octobre 2008. Il établit des normes relatives à la comptabilisation, l'évaluation, la présentation et les informations à fournir quant à l'écart d'acquisition, après sa constatation initiale et quant aux actifs incorporels par des entreprises à but lucratif. Les normes portant sur l'écart d'acquisition ne diffèrent pas de celles incluses dans le chapitre 3062 précédent. La Société a adopté ce nouveau chapitre sans incidence significative sur les états financiers consolidés.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices terminés les 31 décembre 2009 et 2008

1. Principales conventions comptables (suite)

- (iii) De plus, le 20 janvier 2009, l'ICCA a publié l'abrégé des délibérations n° 173 du comité sur les problèmes nouveaux, « Risque de crédit et juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers » (CPN-173), qui doit être appliqué rétroactivement, sans retraitement des états financiers des périodes antérieures, à tous les actifs financiers et passifs financiers évalués à la juste valeur dans les états financiers consolidés intermédiaires et annuels des périodes se terminant après le 20 janvier 2009. Le CPN-173 exige que la Société tienne compte de son propre risque de crédit et du risque de crédit de la contrepartie lors de l'évaluation de la juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers, y compris les instruments dérivés. La Société a adopté le CPN-173 sans incidence significative sur les états financiers consolidés.

2008

Au 1^{er} janvier 2008, la Société a adopté le chapitre 3031, *Stocks*, qui remplace le chapitre 3030 et harmonise les normes canadiennes concernant les stocks avec les Normes internationales d'information financière (IFRS). Ce chapitre prévoit des changements quant à l'évaluation et il fournit des indications plus détaillées sur la détermination du coût, y compris sur l'imputation des frais généraux, il réduit le nombre de méthodes permises pour la détermination du coût, il exige l'application de tests de dépréciation et il élargit les obligations d'information de manière à accroître la transparence. Ce changement de politique comptable a résulté en une augmentation de 52 014 \$ aux bénéfices non répartis au début de la période 2008.

c) Constatation des produits

La Société constate ses produits lorsqu'il existe des preuves convaincantes de l'existence d'un accord, que les marchandises sont expédiées aux clients, que le prix est déterminé ou déterminable et que l'encaissement est raisonnablement assuré.

d) Espèces et quasi-espèces

Les espèces et quasi-espèces comprennent des placements à court terme très facilement monnayables dont l'échéance initiale est de quatre-vingt-dix jours ou moins.

e) Stocks

Le coût est composé de matières premières, les produits en cours et les produits finis sont évalués au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode de premier entré, premier sorti. Le coût des produits en cours et des produits finis se compose du coût des matières premières et d'une juste part de la main-d'œuvre et des frais généraux de fabrication fixes et variables appropriés. La valeur nette de réalisation représente le prix de vente estimé pour les stocks, diminué des coûts estimés pour l'achèvement et des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.

f) Immobilisations

Les immobilisations sont constatées au coût. L'amortissement est calculé selon une méthode linéaire, déduction faite de la valeur de récupération estimative de certaines immobilisations :

Immobilisations	Méthode	Période
Matériel de production	Linéaire	De 2 à 15 ans
Matériel de bureau	Linéaire	5 ans
Matériel informatique et logiciels	Linéaire	3 ans

Les améliorations locatives sont amorties selon la méthode linéaire sur la durée des contrats de location, jusqu'à concurrence de 5 ans.

À partir du premier janvier 2009, la Société a révisé la durée de vie de son équipement de production de 10 années à 15 années pour sa filiale américaine, Imaflex USA. Cette modification prospective d'estimé a résulté en une réduction approximative de l'amortissement de 380 000 \$.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices terminés les 31 décembre 2009 et 2008

1. Principales conventions comptables (suite)

g) Dépréciation d'actifs à long terme

La société évalue ses actifs à long terme aux fins de dépréciation lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que la valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Une dépréciation est constatée à l'égard d'un actif à long terme destiné à être détenu et utilisé lorsque sa valeur comptable excède le total des flux de trésorerie non actualisés qui résulteront de son utilisation et de sa cession. La perte de valeur est calculée en soustrayant la juste valeur de l'actif de sa valeur comptable.

h) Devises

Les actifs et les passifs monétaires qui sont libellés en devises sont convertis aux taux de change en vigueur à la date du bilan. Les autres éléments figurant au bilan libellés en devises sont convertis aux taux en vigueur à la date des opérations visant chacun de ces éléments. Les produits et les charges libellés en devises sont convertis aux taux de change moyens de l'exercice. Les gains ou les pertes de change sont comptabilisés dans l'état des résultats.

i) Impôts sur les bénéfiques

La méthode axée sur le bilan est utilisée pour calculer les impôts sur les bénéfiques. Selon cette méthode, des impôts futurs sont constatés au titre des écarts temporaires entre la valeur comptable des éléments inscrits aux états financiers et leur assiette fiscale respective. Les actifs et les passifs d'impôts futurs sont mesurés au moyen des taux d'imposition en vigueur qui devraient s'appliquer au bénéfice imposable des exercices au cours desquels les écarts temporaires sont censés être recouverts ou réglés. L'incidence sur les actifs et les passifs d'impôts futurs d'un changement de taux d'imposition est prise en compte dans les résultats de l'exercice au cours duquel ce changement a lieu. Le montant des actifs d'impôts futurs qui est constaté se limite au montant dont la réalisation est jugée comme étant plus probable qu'improbable. Une provision pour moins-value est enregistrée aux actifs d'impôts futurs lorsque la réalisation de l'actif n'est pas considérée plus probable qu'improbable.

j) Régimes de rémunération à base d'actions

La Société constate ses attributions d'options sur actions selon la méthode de la juste valeur. Conformément à la méthode de la juste valeur, la charge de rémunération est évaluée à sa juste valeur à la date de l'attribution et elle est passée en charges sur la durée de la période d'acquisition des droits des options attribuées.

k) Instruments financiers

Les actifs et les passifs financiers sont initialement comptabilisés à la juste valeur. Par la suite, les instruments financiers classés comme des actifs financiers disponibles à la vente, détenus à des fins de transaction et instruments financiers dérivés, qu'ils fassent ou non partie d'une relation de couverture, sont évalués à la juste valeur au bilan à chaque date de clôture de la période, tandis que les autres instruments financiers sont mesurés au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. La Société classe ses instruments financiers importants de la façon suivante:

Encaisse	Détenus à des fins de transaction
Comptes débiteurs	Prêts et créances
Dette bancaire	Autres passifs financiers
Créditeurs et charges à payer	Autres passifs financiers
Dette à long terme	Autres passifs financiers
Facilité de crédit	Autres passifs financiers

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices terminés les 31 décembre 2009 et 2008

1. Principales conventions comptables (suite)

l) Coûts de transaction

Les coûts de transaction relatifs aux actifs détenus à des fins de transaction sont passés en charge dès qu'ils sont encourus. Les coûts de transaction relatifs aux autres passifs et prêts et créances sont comptabilisés en augmentation de la valeur comptable de l'actif ou en diminution de la valeur comptable du passif et sont constatés sur la durée de vie de l'instrument en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif. Dans le cas où la durée de vie d'un passif est non déterminable, les coûts sont comptabilisés à titre de frais de financement reportés. Les frais de financement reportés sont composés principalement de frais légaux et sont amortis linéairement sur la durée de vie de la facilité de crédit.

m) Utilisation d'estimations

La préparation d'états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus exige de la direction qu'elle fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur les montants d'actif et de passif qui sont déclarés, sur les informations à fournir au sujet des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers, ainsi que sur les montants des produits et des charges qui sont déclarés pour l'exercice. Les éléments des états financiers qui requièrent davantage l'utilisation d'estimations incluent la provision pour créances irrécouvrables, la durée de vie utile des éléments d'actif aux fins du calcul de l'amortissement et l'évaluation de leur valeur recouvrable nette, l'évaluation de la valeur de réalisation nette des stocks et les impôts futurs. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

n) Bénéfice par action

Le bénéfice de base par action est établi en fonction de la moyenne pondérée du nombre d'actions en circulation au cours de la période. Le bénéfice dilué par action est calculé selon la méthode du rachat d'actions afin d'évaluer l'effet dilutif des options sur actions.

o) Modifications de conventions comptables futures

(i) *Nouvelles conventions comptables qui seront adoptées dans l'avenir*

Normes internationales d'information financière

Le Conseil des normes comptables du Canada (CNC) convergera vers les IFRS au cours d'une période de transition qui se terminera le 1^{er} janvier 2011, date d'entrée en vigueur des IFRS. La date de basculement s'applique aux états financiers intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011.

Les IFRS reposent sur un cadre conceptuel semblable à celui des PCGR du Canada, mais comportent des différences importantes quant aux exigences en matière de comptabilisation, d'évaluation et de présentation. Par conséquent, la Société a élaboré un plan de basculement afin d'adopter ces nouvelles normes selon l'échéancier fixé pour ces nouvelles règles. Une équipe de mise en œuvre a été formée. La Société a terminé la phase de délimitation de l'étendue et de diagnostic en 2009. La Société se trouve actuellement dans la phase d'analyse des répercussions et de conception.

Lors de son analyse comparative des IFRS et des PCGR du Canada, la Société a décelé un certain nombre de différences. L'incidence sur la situation financière et les résultats d'exploitation futurs de la Société ne peuvent présentement être déterminés ou estimés de façon raisonnable. La Société réévaluera et ajustera continuellement le plan de basculement afin de s'assurer que le processus de mise en œuvre couvre adéquatement les principaux éléments du plan.

(ii) *Le chapitre 1582, Regroupements d'entreprises*

Ce nouveau chapitre s'appliquera aux regroupements d'entreprises pour lesquels l'acquisition aura eu lieu pendant ou après les périodes intermédiaires ou les exercices de la Société ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011. L'adoption anticipée est permise. Ce chapitre améliore la pertinence, la fiabilité et la comparabilité de l'information relative à un regroupement d'entreprises et à ses effets que fournit l'entité publiante dans ses états financiers. La Société n'a pas encore déterminé l'incidence de l'adoption de ce nouveau chapitre sur les états financiers consolidés.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices terminés les 31 décembre 2009 et 2008

1. Principales conventions comptables (suite)

o) Modifications de conventions comptables futures (suite)

(iii) *Le chapitre 1601, États financiers consolidés*

Ce nouveau chapitre s'appliquera aux états financiers des périodes intermédiaires ou des exercices ouverts de la Société à compter du 1^{er} janvier 2011. L'adoption anticipée est permise. Ce chapitre établit les normes pour la préparation des états financiers consolidés. La Société n'a pas encore déterminé l'incidence de l'adoption de ce nouveau chapitre sur les états financiers consolidés.

(iv) *Le chapitre 1602, Participations ne donnant pas le contrôle*

Ce nouveau chapitre s'appliquera aux états financiers des périodes intermédiaires ou des exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011. L'adoption anticipée est permise. Ce chapitre définit des normes pour la comptabilisation de la participation sans contrôle dans une filiale dans des états financiers consolidés établis postérieurement à un regroupement d'entreprises. La Société n'a pas encore déterminé l'incidence de l'adoption de ce nouveau chapitre sur les états financiers consolidés.

2. Débiteurs

	2009	2008
Comptes clients, déduction faite de la provision pour créances douteuses	6 576 547 \$	10 704 696 \$
Autres	490 343	(28 937)
	7 066 890 \$	10 675 759 \$

3. Stocks

	2009	2008
Matières premières et fournitures	6 500 191 \$	3 421 152 \$
Produits finis	4 333 664	3 665 779
	10 833 855 \$	7 086 931 \$

4. Immobilisations

	2009		
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
Matériel de production	35 823 589 \$	20 011 764 \$	15 811 825 \$
Améliorations locatives	1 127 157	734 151	393 006
Matériel de bureau	2 642	2 642	–
Matériel informatique	251 071	188 871	62 200
Biens loués selon un contrat de location-exploitation			
Matériel informatique et logiciels	371 635	61 245	310 390
Matériel roulant	70 500	16 450	54 050
	37 646 594 \$	21 015 123 \$	16 631 471 \$

Le matériel de production de la société est donné comme garantie contre la dette bancaire et la dette à long terme de la Société.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices terminés les 31 décembre 2009 et 2008

4. Immobilisations (suite)

	2008		
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
Matériel de production	36 265 611 \$	17 428 857 \$	18 836 754 \$
Améliorations locatives	1 381 620	717 472	664 148
Matériel de bureau	16 178	10 758	5 420
Matériel informatique	2 914	2 467	447
Matériel de production en cours	394 239	-	394 239
	38 060 562	18 159 554	19 901 008
Biens loués selon un contrat de location-exploitation			
Matériel informatique et logiciels	367 465	-	367 465
Matériel roulant	70 500	2 350	68 150
	38 498 527 \$	18 161 904 \$	20 336 623 \$

5. Dette bancaire :

(a) La Société a obtenu de ses banquiers des marges de crédit d'exploitation pouvant atteindre 8 500 000 \$ et portant intérêt à des taux variant du taux préférentiel majoré de 0,5 % au taux préférentiel majoré de 1,3 %. Ces marges de crédit sont garanties par les débiteurs, les stocks et les immobilisations. Les marges de crédit peuvent être revues périodiquement par la banque et payables sur demande. Les marges de crédit sont sujettes aux clauses restrictives tel que mentionné à la note 14. Au 31 décembre 2009, la Société avait prélevé un montant de 5 959 204 \$ (4 826 665 \$ en 2008) sur ces marges de crédit.

(b) Au 31 décembre 2009, la Société ne rencontrait pas certaines obligations en vertu de son entente sur sa marge de crédit au montant de 5 959 204 \$ et sa dette à long terme au montant de 1 562 333 \$. Le 3 mars 2010, la Société a obtenu une renonciation de la banque couvrant la période jusqu'au 1^{er} janvier 2011.

6. Obligations aux termes d'un contrat de location-acquisition

La Société a financé certains actifs en concluant un contrat de location-acquisition pour les logiciels et du matériel informatique qui vient à échéance le 1^{er} juin 2010 et les chariots élévateurs venant à échéance le 28 octobre 2013. Les paiements aux termes de ce contrat sont exigibles comme suit :

2010	\$ 62 397
2011	11 378
2012	12 352
Par la suite	25 097
Total des paiements minimaux exigibles en vertu du contrat de location	111 124
Moins le montant représentant l'intérêt au taux approximatif de 8 %	8 609
Valeur actualisée des paiements minimaux exigibles en vertu du contrat de location	102 515
Moins la tranche échéant à moins de un an	53 686
	\$ 48 829

Les intérêts débiteurs incluent les intérêts sur les obligations aux termes d'un contrat de location-acquisition s'élevant à environ 11 600 \$.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices terminés les 31 décembre 2009 et 2008

7. Dette à long terme

	2009	2008
Emprunt (2009 : 2 303 618 \$ ÉUA, 2008 : 2 917 857 \$ ÉUA) portant intérêt au TIOL à 30 jours (5,3 % au 31 décembre 2009), révisé mensuellement, majoré de 1,24 %, remboursable en versements mensuels de capital de 53 575 \$ (51 190 \$ ÉUA) jusqu'en septembre 2013. Cet emprunt est garanti par du matériel de production et par une sûreté complète consentie par la société. (a)	2 421 103 \$	3 554 343 \$
Emprunt portant intérêt au taux préférentiel majoré de 0,50 %, remboursable en versements mensuels de capital de 50 000 \$ jusqu'en décembre 2011, garanti par du matériel de production. Cet emprunt, qui prend rang inférieur à la dette bancaire, est de surcroît garanti par une hypothèque grevant tous les biens actuels et futurs de Canslit, qu'ils soient meubles ou immeubles, corporels ou incorporels, ce qui inclut le matériel, l'outillage, les stocks et les comptes clients.	1 250 000	1 900,000
Emprunts portant intérêt au taux préférentiel majoré de 2,00 % remboursables en versements mensuels de capital de 33 000 \$ jusqu'en décembre 2011, garantis par du matériel de production.	1 365 603	1 598 400
Emprunt (2009 : 1 046 647 \$ ÉUA, 2008 : 1 525 048 \$ ÉUA) portant intérêt au TIOL à 30 jours, révisé mensuellement, majoré de 2,00 %, remboursable en versements mensuels de capital et d'intérêts de 48 698 \$ (46 530 \$ ÉUA) jusqu'en décembre 2011. Cet emprunt est garanti par du matériel de production et une sûreté fournie par la Société.	1 100 026	1 857 116
Emprunt portant intérêt au taux préférentiel majoré de 0,50 %, remboursable en versements mensuels de capital de 38 333 \$ jusqu'en mars 2010, garanti par du matériel de production.	76 666	536 666
Emprunt portant intérêt au taux préférentiel majoré de 0,75 %, remboursable en versements mensuels de capital de 31 000 \$ jusqu'en juin 2010, garanti par du matériel de production.	341 000	558 000
Emprunt portant intérêt au taux préférentiel majoré de 0,50 %, remboursable en versements mensuels de capital de 18 333 \$ jusqu'en juillet 2010, garanti par du matériel de production.	128 333	348 334
Emprunt portant intérêt au taux préférentiel majoré de 1,00 %, remboursable en versements mensuels de capital de 11 500 \$ jusqu'en avril 2011, garanti par du matériel de production.	184 000	322 000
Emprunt (2009 : 215 970 \$ ÉUA, 2008 : 298 660 \$ ÉUA) portant intérêt au TIOL à 30 jours, révisé mensuellement, majoré de 2,00 %, remboursable en versements mensuels de capital et d'intérêts de 8 764 \$ (8 374 \$ ÉUA) jusqu'en avril 2012. Cet emprunt est garanti par du matériel de production et par une sûreté complète consentie par la Société.	226 984	363 768
	7 093 715	11 038 627
Tranche de la dette à long terme échéant à moins de un an	2 922 419	3 669 632
	4 171 296 \$	7 368 995 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices terminés les 31 décembre 2009 et 2008

7. Dette à long terme (suite)

a) Le 28 septembre 2006, la Société a emprunté à Wachovia Corporation la somme de 4 300 000 \$ ÉUA à taux d'intérêt variable pour une durée de sept ans, par suite d'une facilité d'emprunt à long terme qu'elle avait contractée pour financer ses dépenses en immobilisations. La Société a ensuite conclu un swap de taux d'intérêt de même montant et de même durée. Aux termes de ce swap, la Société reçoit mensuellement un taux d'intérêt variable et paie un taux d'intérêt fixe de 6,54 %. La Société a recours à cet instrument dérivé afin de gérer le risque lié aux fluctuations des taux d'intérêt, l'objectif consistant à fixer les frais d'intérêt sur cette tranche de la dette à long terme.

Au 31 décembre 2009, la juste valeur du swap de taux d'intérêt, soit 168 763 \$ (161 249 \$ ÉUA) (318 889 \$ (261 814 \$ ÉUA) en 2008), a été inscrite au bilan au poste « créditeurs et charges à payer » et une charge correspondante a été inscrite à l'état des résultats dans les intérêts débiteurs depuis le 31 décembre 2008.

Les intérêts sur la dette à long terme se sont élevés à 470 141 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2009 (731 305 \$ en 2008).

Le montant global des versements exigibles au titre de la dette à long terme au cours de chacun des cinq exercices postérieurs au 31 décembre 2009 et par la suite s'établit comme suit :

2010	2 922 420 \$
2011	2 358 356
2012	1 129 845
2013	683 094
	7 093 715 \$

8. Impôts sur les bénéfices

La provision pour les impôts sur les bénéfices diffère du montant qui aurait été obtenu si les taux d'imposition fédéral et provinciaux du Canada prévus par la loi avaient été appliqués au bénéfice avant les impôts sur les bénéfices. Les facteurs à l'origine de la différence et les incidences fiscales connexes sont les suivants :

	2009	2008
Bénéfice avant les impôts sur les bénéfices	(44 403) \$	(1 584 079) \$
Taux prévu par la loi	30,9 %	30,9 %
Impôts sur les bénéfices calculés	(13 721)	(489 480)
Rajustements		
Éléments non déductibles	18 070	15 700
Gain de change lié à la filiale étrangère	-	971 982
Économie d'impôts (charge) non constatée découlant des pertes d'Imaflex	513 396	761 724
Économie d'impôt non constatée découlant des pertes de change	33 224	(403 870)
Renversement de provision pour moins-value	(37 480)	(186 665)
Incidence de l'écart de taux d'imposition à l'étranger	(101 373)	(131 667)
Incidence de l'écart des impôts futurs	-	(30 527)
Autres	(28 157)	(761)
Changement des hypothèses concernant les années prévues pour le renversement	(25 089)	-
Charge d'impôts sur les bénéfices	358 870 \$	506 436 \$
Composition:		
Impôts exigibles	472 828 \$	521 340 \$
Impôts futurs	(113 958)	(14 904)
Charge d'impôts sur les bénéfices	358 870 \$	506 436 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices terminés les 31 décembre 2009 et 2008

8. Impôts sur les bénéfices (suite)

Les éléments constitutifs des impôts futurs se présentent comme suit :

	2009	2008
Actifs		
Pertes reportées prospectivement	2 369 000 \$	2 250 402 \$
Réserves fiscales	776 780	812 000
Immobilisations	(884 000)	(857 000)
Frais d'émission d'actions	-	36 645
Autres	12 918	37 480
Provision pour moins-value	(2 253 000)	(2 135 480)
	21 698 \$	144 047 \$
Passifs		
Immobilisations	(954 135) \$	\$ (1 165 863)
Gain de change non réalisé	(3 815)	(201 680)
	(957 950)	(1 367 543)
Passif d'impôts futurs, montant net	(936 252) \$	(1 223 496) \$

La filiale de la Société, Imaflex USA, dispose de pertes autres qu'en capital de quelque 6 198 000 \$ qu'elle peut reporter et utiliser pour réduire le bénéfice imposable d'exercices à venir, qui expirent comme suit :

2025	90 000 \$
2026	1 432 000
2027	1 166 000
2028	2 414 000
2029	1 096 000
	6 198 000 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices terminés les 31 décembre 2009 et 2008

9. Capital-actions

Le capital-actions se compose de ce qui suit :

Autorisé

Un nombre illimité d'actions de catégorie A, comportant droit de vote et privilège de participation, sans valeur nominale; un nombre illimité d'actions de catégorie B, ne comportant pas droit de vote, comportant privilège de participation, sans valeur nominale, pouvant être émises en tout temps en une ou plusieurs séries; et un nombre illimité d'actions de catégorie B, série 1, convertibles au gré du porteur en actions de catégorie A à la condition que le pourcentage d'actions de catégorie A détenues dans le public par suite de cette conversion ne soit pas inférieur à 20 % du nombre total d'actions de catégorie A émises et en circulation.

Le tableau suivant présente un sommaire des actions en circulation :

	2009		2008	
	Nombre d'actions	Valeur comptable	Nombre d'actions	Valeur comptable
Émises et en circulation				
Actions de catégorie A				
au début de l'exercice	39 350 002	7 829 165 \$	37 350 002	7 329 165 \$
Émission d'actions	–	–	2 000 000	500 000 \$
	39 350 002	7 829 165 \$	39 350 002	7 829 165 \$

Le bénéfice de base par action a été calculé d'après le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice, soit 39 350 002 (37 410 274 en 2008).

Le 19 décembre 2008, l'entreprise a émis 2 000 000 d'actions de catégorie A pour un placement privé souscrit pour une contrepartie en espèces de 500 000 \$.

Régime d'options sur actions

Aux termes du régime d'options sur actions (le « régime ») de la Société, 10 % des actions de catégorie A, qui sont émises et en circulation à l'occasion, sont réservées aux fins des options sur actions. Selon les modalités du régime, le conseil d'administration établit la durée des options et celles-ci ne peuvent être attribuées qu'aux administrateurs, dirigeants et salariés de la Société et de ses filiales. Les options sont attribuées à un prix d'exercice qui ne peut être inférieur à la juste valeur des actions de la Société à la date d'attribution. Les options peuvent être exercées pendant une période maximale de cinq ans et le prix d'exercice doit être réglé en entier au moment de l'exercice. Aux 31 décembre 2009 et 2008, aucune option aux termes du régime n'était en cours.

10. Opérations entre apparentés

Au cours de l'exercice et dans le cours normal de ses activités, la Société a conclu des opérations routinières avec des entités appartenant à ses actionnaires. Ces opérations ont été mesurées à leur valeur d'échange, soit au montant de la contrepartie qui a été fixé et convenu par les apparentés, et dont le détail est présenté ci-après :

	2009	2008
Frais de gestion	183 371 \$	182 858 \$
Loyers	708 765	740 355

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices terminés les 31 décembre 2009 et 2008

11. Engagements

- a) Les loyers minimums futurs que la Société devra verser conformément aux contrats de location-exploitation portant sur des installations louées auprès d'un apparenté sont approximativement les suivants :

2010	702 283 \$
2011	740 552
2012	748 332
2013	748 332
2014	589 082
Par la suite	1 796 863
	5 325 445 \$

- b) La Société, dans le cours normal des affaires, est également citée dans d'autres réclamations et poursuites qu'elle conteste actuellement. La direction croit que le règlement de ces réclamations et de ces poursuites n'aura aucune incidence négative importante sur la situation financière, les bénéfices ou les flux de trésorerie de la Société.

12. États des flux de trésorerie

Le détail de la variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement lié à l'exploitation est présenté ci-après :

	2009	2008
Débiteurs	3 608 869 \$	(1 658 577) \$
Impôts	(108 452)	378 856
Stocks	(3 746 924)	257 943
Charges payées d'avance	4 653	131 986
Créditeurs et charges à payer	210 663	377 543
	(31 191) \$	(512 249) \$

13. Instruments financiers et gestion du risque

Cette section établit la divulgation liée à la nature et à la capacité de la Société de réagir aux risques dérivant des instruments financiers, incluant les risques de crédit, les risques de liquidité, les risques de change, les risques de taux d'intérêt ainsi qu'un exposé sur la manière dont la société gère ces risques.

- (a) Gestion du risque de change

Une partie du chiffre d'affaires et des charges de la Société est libellée en dollars ÉUA. Une partie des produits en dollars ÉUA constituent une couverture naturelle des charges libellées dans cette monnaie. La Société n'utilise aucun contrat de change à terme pour gérer le risque de change résiduel. L'état des résultats de la Société comprend une perte de change de 522 246 \$ (une perte de 387 207 \$ en 2008) que la Société a réalisée dans le cours normal de ses activités

Au 31 décembre 2009, la Société avait les instruments financiers suivants libellés en dollars ÉUA.

Débiteurs commerciaux	2 861 000 \$
Créditeurs commerciaux	(2 584 000)
Dette avec garantie	(3 566 000)
Swap d'intérêt	(161 000)
	(3 450 000) \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices terminés les 31 décembre 2009 et 2008

13. Instruments financiers et gestion du risque (suite):

(a) Gestion du risque de change (suite):

Analyse de sensibilité

En supposant que le dollar canadien prenne de l'ampleur au 31 décembre 2009 sur le dollar américain, une augmentation de 5 % augmenterait le bénéfice de 172 500 \$. Une diminution de 5 % aurait l'effet inverse.

(b) Risque de crédit

Le crédit que la Société octroie est fonction d'une évaluation de la situation financière de chaque client et de la capacité qu'elle a d'obtenir une assurance-crédit à l'égard de ce dernier. Une provision pour pertes sur créances est constituée dans les états financiers. Les ventes faites à un client en particulier représentent environ 15 % du chiffre d'affaires total de l'exercice terminé le 31 décembre 2009 (18 % en 2008). Les créances du client en question représentaient environ 7 % des débiteurs au 31 décembre 2009 (12 % en 2008).

Au 31 décembre 2009, l'âge des comptes clients s'établit comme suit :

	(en milliers de dollars)
Courant	2 663 \$
30-60 jours	2 359
Échu depuis 60-90 jours	990
Échu depuis plus de 90 jours	1 471
	7 483
Moins la provision pour créances douteuses	(906)
Comptes clients moins provision pour créances douteuses	6 577 \$

Au courant de l'année, 36 000 \$ de débiteurs ont été radiés de la provision pour créances douteuses.

(c) Risque de taux d'intérêt

Le principal risque que court la société relativement aux fluctuations des taux d'intérêt concerne son financement à court et à long terme, qui porte intérêt à des taux variables.

Au 31 décembre 2009, les instruments financiers portant intérêt étaient :

	(en milliers de dollars)
Instruments à taux fixe	
Passifs financiers	2 524 \$
Instruments à taux variable	
Passifs financiers	10 631
Instrument financier dérivé	
Swap d'intérêt	168

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices terminés les 31 décembre 2009 et 2008

13. Instruments financiers et gestion du risque (suite)

(c) Risque de taux d'intérêt

Analyse de sensibilité

Les instruments financiers non dérivés à taux fixe sont mesurés au coût amorti et par conséquent, les fluctuations du taux d'intérêt affecteront la juste valeur de ces instruments mais n'auront aucune conséquence sur les bénéfices et les capitaux propres. La Société est exposée à des risques des taux d'intérêt en ce qui concerne ses instruments financiers comportant des taux variables ainsi que le swap d'intérêt.

Le tableau qui suit démontre l'effet sur le bénéfice d'une augmentation de 100 points de base d'intérêt en supposant que toutes les autres variables demeurent constantes. Une diminution aurait l'effet contraire.

	Effet
	(en milliers de dollars)
Instruments à taux variable	(37) \$
Swap d'intérêt	2
Impact total d'une augmentation de 100 points de base du taux d'intérêt	(35) \$

(d) Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la Société soit incapable de rencontrer ses obligations financières à leur échéance. La Société gère son risque de liquidité par la gestion de son capital et de son levier financier (voir note 16). La Société gère aussi son risque de liquidité en surveillant son flux de trésorerie.

La Société a des marges de crédit d'exploitation d'un montant de 8 500 000 \$. En date du 31 décembre 2009, 5 959 204 \$ étaient utilisés. Ces emprunts portent intérêt au taux préférentiel majoré de 0,5 % à 1,3 %.

Au 31 décembre 2009, la valeur aux livres et les flux contractuels pour les obligations sont :

	Valeur aux livres	Flux contractuel	6 mois et moins	6-12 mois	1-2 années	2-5 années	Plus de 5 années
	(en milliers de dollars)						
Passifs financiers non dérivés							
Dette à long ⁽¹⁾	7 196 \$	(8 088) \$	(1 700) \$	(1 700) \$	(2 666) \$	(2 022) \$	-
Dette bancaire	5 959	(5 959)	(5 959)	-	-	-	-
Créditeurs ⁽²⁾	4 983	(4 983)	(4 983)	-	-	-	-
Passifs financiers dérivés							
Swap d'intérêt	168	(168)	(56)	(56)	(56)	-	-
	18 306 \$	(19 198) \$	(12 698) \$	(1 756) \$	(2 722) \$	(2 022) \$	- \$

⁽¹⁾ L'intérêt sur la dette à long terme avec garantie et l'intérêt sur le dérivé financier sont calculés sur le taux en vigueur à la date du bilan.

⁽²⁾ Les créditeurs excluent le swap d'intérêt présenté séparément.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices terminés les 31 décembre 2009 et 2008

13. Instruments financiers et gestion du risque (suite)

e) Informations sur la juste valeur sur les instruments financiers

	2009		2008	
	Valeur aux livres	Juste valeur	Valeur aux livres	Juste valeur
	(en milliers de dollars)			
Actifs financiers				
Prêts et débiteurs				
Débiteurs	7 066 \$	7 066 \$	10 676 \$	10 676 \$
Passifs financiers				
Autres passifs financiers				
Dette bancaire	5 959	5 959	4 827	4 827
Créditeurs et charges à payer	4 983	4 983	4 726	4 726
Dette à long terme	7 093	7 093	11 039	11 039
Instrument financier dérivé				
Swap d'intérêt	168	168	319	319

Les estimations de la juste valeur sont faites à un moment précis et au moyen des renseignements disponibles sur l'instrument financier en cause. Ces estimations, étant de nature subjective, ne peuvent être établies avec précision. La Société a conclu que la valeur comptable de ses actifs et passifs financiers à court terme se rapprochait de la juste valeur à la date du bilan en raison de l'échéance à court terme de ces instruments. Quant à la dette à long terme, qui porte intérêt à taux variables, sa valeur comptable se rapproche également de sa juste valeur à la date du bilan.

Hiérarchie des évaluations à la juste valeur

Les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur au bilan consolidé sont classés selon une hiérarchie qui reflète l'importance des données utilisées pour effectuer les évaluations. La hiérarchie des évaluations à la juste valeur se compose des niveaux suivants :

Niveau 1 – évaluation fondée sur les prix (non rajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques;

Niveau 2 – techniques d'évaluation fondées sur des données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif, directement (à savoir des prix) ou indirectement (à savoir des dérivés de prix);

Niveau 3 – techniques d'évaluation fondées sur une part importante de données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables (données non observables).

La hiérarchie qui s'applique dans le cadre de la détermination de la juste valeur exige l'utilisation de données observables sur le marché chaque fois que de telles données existent. Un instrument financier est classé au niveau le plus bas de la hiérarchie pour lequel une donnée importante a été prise en compte dans l'évaluation de la juste valeur.

La Société a évalué son swap de taux d'intérêt en utilisant des techniques d'évaluation de niveau 3 basées sur les taux d'intérêt à terme (note 7a).

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices terminés les 31 décembre 2009 et 2008

14. Informations à fournir concernant le capital

Le but de la Société en gérant le capital est d'assurer la liquidité suffisante pour poursuivre sa croissance tout en conservant une approche prudente envers le levier et les risques financiers.

Le capital de la Société est composé de la dette nette et de la part résiduaire des actionnaires. La dette nette est constituée de la dette portant intérêt moins l'encaisse et les équivalences. Les besoins essentiels de la Société pour l'utilisation du capital concernant le financement des immobilisations afin d'accroître la capacité d'expansion, l'intégration et le fonds de roulement.

La mesure utilisée par la Société est le BAIIA qui est une mesure hors PCGR, qui signifie : bénéfices avant intérêts, impôts de précision et amortissement.

Certains arrangements avec les créanciers concernant la dette à long terme requièrent que la Société rencontre certains ratios. Les ratios sont :

- Fonds de roulement avec un ratio d'au moins 1,1 à 1
- Ratio de dette / capitaux propres pas plus de 3,5 à 1

Au 31 décembre 2009, la Société n'a pas rencontré certaines de ses obligations contractuelles et la Société a obtenu une renonciation de la banque (voir note 5).

15. Information sectorielle

La Société n'a qu'un seul secteur d'exploitation isolable, soit celui de la conception, de la fabrication et de la vente de matières d'emballage.

Les ventes vers les États-Unis se sont élevées à 22 998 365 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2009 (27 235 171 \$ en 2008).

Les immobilisations aux États-Unis totalisaient 8 906 155 \$ au 31 décembre 2009 (10 359 453 \$ en 2008).

16. Événements subséquents

Durant le mois de janvier 2010 la Société a signé une entente avec laquelle la contrepartie pourrait recevoir 787 000 options suivant certaines clauses de performance.

17. Chiffres correspondants

Certains chiffres correspondants de l'exercice terminé le 31 décembre 2008 ont été reclassés pour que leur présentation soit conforme à celle de l'exercice à l'étude.

DIRIGEANTS

Joseph Abbandonato,
Président et chef de la direction

Tony Abbandonato,
Directeur de la production et secrétaire

Gerry Phelps,
VP - exploitation

Pierre Senécal,
VP - ventes

Robert Nagy, cma., cia
Contrôleur

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'administration établit les objectifs et l'orientation à long terme de la société. Il se réunit régulièrement tout au long de l'année afin d'examiner la progression de la société vers ses objectifs et de recommander des principes et des méthodes visant à optimiser le rendement.

Joseph Abbandonato,
Président du Conseil d'administration et président

Tony Abbandonato,
Secrétaire

Camillo Lisio
Administrateur de la société.

Michel Baril
Administrateur de la société.

Philip Nolan,
Associé, Lavery, de Billy

Gerry Phelps,
VP

Gilles Émond, c.m.a., c.a.
Administrateur de la société

INFORMATION AUX ACTIONNAIRES

Comité de vérification et de rémunération : Gilles Émond, c.m.a, c.a., Président; Michel Baril; Philip Nolan

Vérificateurs : Deloitte & Touche LLP, Montréal, Québec

Conseiller juridique : Lavery, de Billy, Montréal, Québec

Inscription à la bourse : Les actions d'Imaflex inc. sont inscrites sous le symbole IFX.A à la TSX Venture Exchange

Agent de transfert : Computershare Investor Services

Siège social : Imaflex Inc.
5710 Notre Dame Ouest
Montréal, Québec, Canada
H4C 1V2

Téléphone : (514) 935 – 5710
Télécopieur : (514) 935 – 0264
Courriel : info@imaflex.com
Site internet : www.imaflex.com

Filiales : Canslit inc.
Imaflex USA, inc.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE DES ACTIONNAIRES

L'Assemblée générale annuelle des actionnaires aura lieu le mardi 8 juin 2010 à 14 h, au Hyatt Regency Montreal, Salon des Arts, niveau 6, 1255 Jeanne-Mance, Montréal, Québec, H5B 1E5.